



Hebdomadaire de la Fédération anarchiste, adhérente à l'Internationale des Fédérations anarchistes

www.monde-libertaire.fr

ISSN 0026-9433

« Va falloir y aller franco. »

Durruti



2€



Une vie
surveillée

Une vie
exploitée



Guerre au terrorisme, c'est la nouvelle priorité. On nous demande de tout lui sacrifier, à commencer par ce que nous avons de plus précieux : il faudrait renoncer à nos libertés au profit de notre sécurité. Le projet de loi sur le renseignement a été concocté par le gouvernement, bien avant les attentats contre Charlie et est loin de ne concerner que les actes de terrorisme. Il s'agit de légaliser des techniques de surveillance non ciblée, c'est-à-dire de masse, ce qui sort du cadre légal actuel. En principe ces nouvelles méthodes intrusives doivent avoir l'aval de la Commission nationale de contrôle des techniques de renseignement (CNCTR). Dans le cas contraire, la décision finale appartiendra au Premier ministre. Il peut d'ailleurs également se passer de l'avis du CNTCR en cas « d'urgence absolue ». Qui déterminera s'il s'agit d'urgence « absolue » ? Ça reste flou, mais une chose est sûre : militants politiques et syndicaux, journalistes, mouvements sociaux ont du mouron à se faire dans un avenir très proche. 1984 arrive en 2015.

Actualité

Bloquons tout ce que nous pouvons, par Paris-Luttes, page 3

Quand FO relaie le discours FN, par P. Schindler, page 4

CAC 40 ou GAG 40, par Justhom, page 5

Météo syndicale, par J.-P. Germain, page 6

La lutte du Collectif des Baras, par Marie-Christine, page 7

International

Solidarité avec les chômeurs tunisiens, par RAM, page 10

Pour votre sécurité, bouchez-la ! par R. Pino, page 11

Arguments

Le danger post-fasciste, par P. Pelletier, page 12

Luttons contre toutes les religions, par E. Nobras, page 14

La liberté d'expression, une liberté bourgeoise, par Bali, page 18

À voir

Le Labyrinthe du silence, par Mato-Topé, page 19

Le mouvement

Adios, Serge ! par H. Lenoir, page 21

Illustrations

Kalem, Krokaga, Yann

Tarifs

(hors-série inclus)

3 mois, 12 n^{os} hebdos, 1 n^o hors série

6 mois, 18 n^{os} hebdos, 2/3 n^{os} hors série

1 an, 35 n^{os} hebdos, 5/6 n^{os} hors série

France et étranger

○ 25 €

○ 50 €

○ 75 €

Règlement à l'ordre des Publications libertaires, à joindre au bulletin à renvoyer à :

Publications libertaires, 145, rue Amelot, 75011 Paris, 01 48 05 34 08

Nom _____ Prénom _____

Adresse _____

Code postal _____ Ville _____

Bulletin d'abonnement

Abonnement de soutien

1 an ○ 95 €

Pour les chômeurs, les étudiants et les bénéficiaires du RSA, abonnement annuel à 53 euros. Gratuit pour les détenus. Les chèques tirés sur des banques hors France subissant une taxe exorbitante (plus de 15 euros), nous vous demandons d'effectuer vos paiements par virement bancaire international (IBAN: FR76 4255 9000 0621 0076 4820 363). (BIC: CCOPFRPPXXX) Pour tout changement d'adresse, joindre la dernière feuille de routage.

Bloquons tout, tout ce que nous pouvons !



MARDI SERA « DISCUTÉE » au Parlement la loi sur le renseignement. Elle renforce, une nouvelle fois après celle sur le terrorisme de décembre, les dispositifs de répression et de surveillance de la population.

Pendant ce temps-là, la loi Macron est en lecture au Sénat.

Deux lois inacceptables, qui mériteraient à elles seules une insurrection tant leurs conséquences sont graves. Flicage légalisé des acteurs des mouvements sociaux et, in fine, de l'ensemble de la population. Démembrement continu des acquis d'innombrables luttes des XIX^e et XX^e siècles (travail du dimanche, prud'hommes, accords salariés-patrons par branches, travail des handicapés).

Face à ces deux énormes régressions, que nous propose-t-on ? De nous satisfaire du succès d'une journée de mobilisation sans lendemain et rebaptisée par les directions syndicales « contre l'austérité » (on peut difficilement faire plus creux) et d'un lobbying mené par les « acteurs du numérique », qui souhaitent surtout discuter entre personnes raisonnables de la manière dont sera fliquée la population, pourvu que ça ne nuise pas aux intérêts du commerce¹.

Asphyxiés par la logorrhée libérale distillée en continu par les grands médias, de TF1 à

la presse quotidienne régionale en passant par Rue89 ou Libération, eux-mêmes regonflés à bloc par l'unanimité post-attentats de Charlie, tout le monde devrait courber l'échine. Sauf que... Sauf qu'on était grave plein dans la rue jeudi... Sauf que les lois, beaucoup les ont lues. Et que ça ne passe pas. Et qu'on sait que derrière, le rouleau-compresseur Valls-Macron-Medef est là. Le même rouleau-compresseur passé sur le corps de Rémi Fraisse au Testet. Le même rouleau-compresseur passé sur les dernières libertés publiques et Edward Snowden.

Il est urgent de clamer que nous ne voulons être ni précarisés encore plus, ni surveillés davantage. C'est à nous de déclarer stop. Il n'y aura pas de mots d'ordre syndicaux, ni de joli site indigné contre la surveillance pour faire face à ces enjeux. Et ce n'est pas le morcellement des luttes et le recours à la communication indignée qui sera à la hauteur.

Face à Hollande, Valls, Macron, Cazeneuve et leur clique, on n'a pas le choix. C'est dès aujourd'hui que les lycées et les facs doivent se bloquer, que les entreprises doivent être occupées. Sinon, on aura au mieux Sarkozy, au pire Le Pen et sa petite entreprise familiale de haine et de régressions sociales.

Face à un gouvernement qui n'a d'autre

réponse à la pression des actionnaires que la précarisation et la surveillance de la population, il n'y a que la rue qui peut s'opposer.

Contre les lois Macron et Rebsamen qui font de la destruction d'acquis sociaux la dernière mode, contre la loi sur le renseignement qui entend surveiller tous ceux qui s'y opposeraient, une seule solution : bloquons tout ce que nous pouvons. Maintenant. Avec nos collègues, nos camarades, nos potes, tous ceux et toutes celles auxquels on tient. Et dont on espère qu'ils ne seront jamais ni précarisés plus, ni fliqués davantage. Basta. Maintenant.

Source : Paris-Lutte.info

Témoin ce débat-événement éloquent tenu, jeudi 9 avril, par les acteurs autoproclamés de la lutte contre la surveillance dans des locaux sponsorisés par Orange et Google. L'un étant le champion du management à la dure et du suicide en entreprise, en plus d'être un acteur important du Big data, l'autre le leader de la surveillance globale et des projets orwelliens et dystopiques.

Quand un « syndicat » **FO** relaie les discours du **FN**



C'EST AVEC STUPÉFACTION que nous avons appris que le syndicat FO des chauffeurs de bus de Montpellier s'est plaint d'une odeur « insoutenable » sur la ligne 9, qu'il explique par la prise en charge de familles Roms. Selon ces salariés, il s'agirait d'un « problème sanitaire », qu'il faudrait endiguer en créant une navette « spécialement pour eux ». Certains chauffeurs refusent même de toucher les pièces que ces familles leur tendent pour régler leur titre de transports (de peur qu'elles ne transmettent la peste véhiculée par les gens du voyage ?).

Comme nous le faisons remarquer dans un précédent article paru dans nos colonnes, les thèmes privilégiés par le parti fasciste, le FN, commencent à pénétrer dangereusement les consciences, et même les consciences syndicales... Pour rappel, durant la campagne pour les départementales, Serge Laroze définissait ainsi les Roms : « Individu qui fait fortune dans le rempaillage des chaises et les commerces du cuivre. » Ce Rom qui

roule en Mercedes (comme les dealers de banlieue), enrichis par leurs vols ! Le vieux fantôme du voleur de poule, d'ailleurs encore bien enraciné dans nos belles campagnes françaises... Quand on pense que la majorité des Roms sédentaires en France survivent dans des bidonvilles et des squats de fortune, il y a de quoi se faire vraiment du souci.

Cette proposition ne peut que nous faire penser aux premiers Roms raflés en France en novembre 1941 par la police française, sous les ordres des préfets appliquant la théorie nazie de la race pure. De novembre 1941 au 16 janvier 1945, la France fit du site de Montreuil-Bellay (Maine-et-Loire) un camp pour « individus sans domicile fixe, nomades et forains, ayant le type romani ». Ils étaient Gitans, Roms et Tziganes. Les derniers Roms qui ne furent pas dirigés vers les camps de la mort (on n'a jamais su combien y ont péri, puisque, pour les nazis, les Roms n'étaient pas considérés comme des

êtres humains, et donc pas comptabilisés !), quittent en janvier 1945 le camp de Montreuil-Bellay pour le camp de Jargeau d'où ils ne furent libérés qu'en mars 1946. Des clochards de Nantes y ont également été internés en 1942. 3 000 personnes passèrent par ce camp, qui compta jusqu'à 1 096 internés en août 1942. Le 16 janvier 1945, les derniers nomades furent transférés vers le camp des Alliers à Angoulême. Se débarrasser des Roms et des clochards, le programme fasciste du FN est donc bien en marche, et ici relayé par ces quelques syndicalistes FO ! Ne devraient donc pas tarder à suivre des propositions pour se débarrasser des Juifs, des LGBT et de toute la gamme de l'humanité qui ne rentre pas dans les cases de la définition aryenne. C'est cette odeur de réchauffé-là qui nous est, à nous, insoutenable !

Patrick Schindler

Groupe Claaaaaash de la FA

CAC 40 ou GAG 40...

SI CE N'ÉTAIT LES TRAVAILLEURS des entreprises du CAC 40 qui subissaient la dure exploitation et qui étaient sous la menace permanente de licenciement de la part de ces entreprises du CAC 40, la situation pourrait prêter à sourire, voire s'apparenter à un GAG et pourquoi pas à un GAG 40 !

C'est quoi au juste les 40 plus grosses entreprises françaises ? Ce sont des entreprises qui ont pour seul but, faire du profit, des bénéfices et distribuer un maximum de dividendes aux actionnaires. C'est ainsi qu'en 2014, ces entreprises ont cumulé un résultat net de 64 milliards d'euros. Ces 40 entreprises « françaises » sont détenues par des actionnaires enregistrés à l'étranger. Il y a une forte représentation de capitaux en provenance des États-Unis et du Luxembourg, d'où le poids des fonds d'investissement, et notamment des fonds de pension anglo-saxons. Cela explique que ces entreprises du CAC 40 licencient, délocalisent ou ferment pour aller vers des cieux où l'exploitation est sans limite. Où, pour ce qui concerne la France, elles n'hésitent pas à mener un combat de classe pour démanteler le code du travail, privatiser les services publics, faire pression sur les salaires... En fait, ces entreprises du CAC 40 n'ont de français que le nom. À cet égard, je ne citerai que quelques-unes d'entre elles et c'est parlant :

– Bouygues, 26,8 % de ses capitaux sont français, le reste est entre les mains du Luxembourg, des États-Unis et de pays inconnus. Sic ! En 2014 sa capitalisation boursière était de l'ordre de 8,6 milliards d'euros.

– BNP Paribas, c'est 11,1 % de ses capitaux qui est français, le reste est détenu par le Luxembourg, les États-Unis, la Belgique et des pays inconnus ! Toujours en 2014, sa capitalisation en bourse s'élevait à 60,1 milliards d'euros. Jean-Laurent Bonnafé, son directeur général, arrive en 8e position des patrons du CAC 40, les mieux payés, avec une rémunération annuelle de 3 440 375 euros en 2013.

– Sanofi-Aventis, seulement 35,1 % du capital est français pour le reste, il se situe au États-Unis, au Luxembourg, et de pays dits inconnus ! La capitalisation boursière crève le plafond pour atteindre 108,6 milliards d'euros. Olivier Brandicourt (le bandit court), le nouveau patron de cette entreprise a reçu lors de sa nomination un cadeau financier de bienvenue, de 4 millions d'euros ! C'est une véritable insulte, une provocation envers les travailleurs de cette entreprise qui actuellement luttent contre les suppressions d'emplois et qui revendiquent des augmentations de salaires justifiées. Mais que ces milliardaires

de patron et d'actionnaires leur refusent !

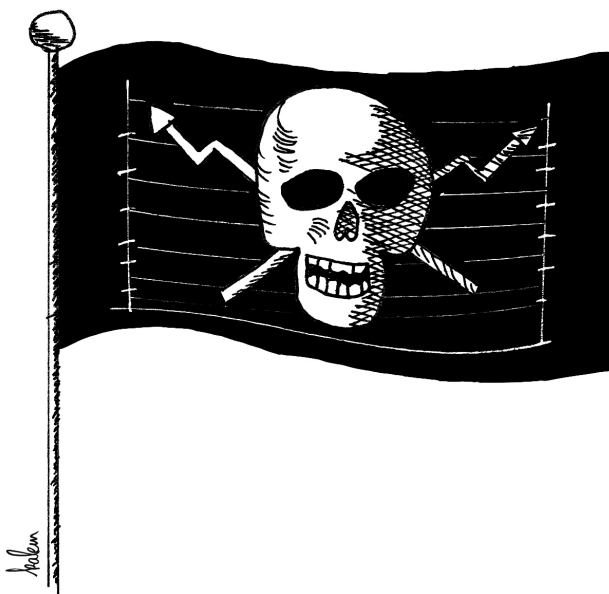
– Carrefour, 28,1 % du capital est français pour le reste, ce sont : le Luxembourg, les États-Unis et des pays inconnus. La capitalisation est moindre mais se situe à 16,7 milliards d'euros. Son PDG, Georges Plasset, a émargé en 2013 à hauteur de 3 790 000 euros. Il figure au 7e rang des patrons les mieux payés sur un total de 124. À la fin de 2013, 143 hypermarchés Carrefour existaient dans le monde !

– Publicis, la boîte du socialiste Maurice Levy, seulement 15,1 % du capital est français, les États-Unis et le Luxembourg se taillent la part du lion et pour le reste ce sont des pays inconnus... La capitalisation reste modeste, elle plafonne à 11,9 milliards d'euros. Maurice est le patron du CAC 40 le mieux payé. Sa rémunération annuelle s'élève à 4,5 millions d'euros.

– L'Oréal, 5,4 % du capital est français, les États-Unis, le Luxembourg et des pays inconnus détiennent la majorité du capital. La capitalisation boursière de l'entreprise atteint tout de même 10,8 milliards d'euros.

– L'Oréal, de Madame Bettencourt, la femme la plus riche de France et du monde. C'est la 15e fortune mondiale. Cependant, seulement 4,4 % des capitaux de cette entreprise sont français, le reste provient des États-Unis et de pays qui n'existent pas. (Sic) On peut dire que cette entreprise excelle dans l'art de multiplier les euros, (comme un certain « Jésus » aurait multiplié les pains), puisqu'avec seulement 4,4 milliards de capitaux français, sa capitalisation boursière en 2014 est de l'ordre de 67 milliards d'euros.

Ces quelques exemples montrent que de l'argent, il y en a et surtout que la canaille



patronale mène une lutte de classe acharnée contre les travailleurs. Comme on peut le constater, le grand capital a des ramifications internationales. Lutter contre les entreprises que l'on croit françaises est évidemment indispensable, mais il est absolument primordial d'élever le niveau des luttes sur le plan européen mais aussi et surtout mondial.

Comme on peut le voir et constater les grandes entreprises sont présentes partout dans le monde et les capitaux de ces entreprises sont internationaux. Le capitalisme ne se contente plus d'exploiter à l'échelle de chaque pays, il a internationalisé l'exploitation des prolétaires, l'étendant à toute la planète. Le capitalisme s'est adapté et pour perdurer, il n'a pas hésité à délocaliser l'outil de production, a dévalorisé la force de travail en exploitant et en sous-payant les prolétaires des pays en voie de développement et à parcelliser la production des biens et à les faire fabriquer dans différents pays de la planète pour les assembler dans un pays encore différent.

C'est pourquoi, si autogérer l'entreprise, s'appropriier les moyens de production et de distribution est nécessaire à l'échelle locale et nationale, elle ne peut être efficace qu'à la seule condition, que les travailleurs concernés dans le monde par la fabrication aient une connaissance réelle de l'entreprise et de son fonctionnement pour lutter de concert, tous ensemble, contre cette pieuvre capitaliste. La lutte des classes doit s'internationaliser. Pour cela, il est nécessaire d'avoir des syndicats qui soient à la hauteur et non plus des gestionnaires de la crise...

Justhom

Groupe de Rouen de la FA

Épidémie à Toulouse

La CRS 26 de Toulouse est décimée par un mal aussi terrible que foudroyant : la contagion de l'arrêt maladie. Mais encore ? Fatigue et burn-out frappent nos vaillants défenseurs de l'ordre, trop sollicités selon leur dires. Plans Vigipirate renforcé depuis les attentats de janvier, protection des lieux de culte juif, garde statique des intérêts de l'État au Pays basque, manifestations relatives au barrage de Sivens, sans parler des matchs de foot à haut risque, trop, c'est trop, et ce qui devait arriver est arrivé : c'est l'hécatombe. Il y a peu, pour une mission sur Paris, sur 67 CRS, seuls 40 étaient disponibles (11 en arrêt maladie, 16 en consultation), 4 ou 5 en dépression nerveuse. En cause, le manque de jours de repos et la faiblesse de la prime de déplacement (30 euros par jour). À tel point que beaucoup d'entre eux souhaiteraient obtenir leur mutation dans la police. C'est dire s'ils sont désespérés ! Question : et exercer un métier honnête, ça ne les tente pas ?

Mensonges et vidéo

Le policier qui avait tiré sur Geoffrey Tidjani à Montreuil en 2010 alors qu'il participait à un blocus devant un lycée pendant le mouvement contre la réforme des retraites, a été reconnu coupable par le tribunal correctionnel de Bobigny de violences volontaires aggravées et de faux et usage de faux. Il a été condamné à un an de prison avec sursis, deux ans d'interdiction de port d'arme et un an d'interdiction d'exercer. La justice n'a fait que retirer au policier quelques points sur son permis de mutiler et de tuer, points qu'il pourra récupérer dans 2 ans. Dans deux ans il pourra tirer et mentir à nouveau. Malgré une vidéo invalidant totalement les déclarations policières, Geoffrey et sa famille avaient dû longuement batailler pour que cette plainte pour faux soit instruite. Sans cette vidéo, c'est Geoffrey qui aurait été condamné sur la base des mensonges des policiers, et ceux-ci jamais poursuivis. Petite victoire quand tant de proches de personnes tuées par la police doivent faire face au déni de justice, aux mensonges policiers, aux non-lieux.

Météo syndicale



SUR LA JOURNÉE DU 9 AVRIL, il y a du grain à moudre ou plutôt des commentaires à trier ! On commencera par l'autosatisfaction de la veille venue du Lيدر maximo de l'avenue du Maine : « Les annonces du Premier ministre, à l'issue du Conseil des ministres et à la veille d'une journée de grève interprofessionnelle à l'initiative de Force Ouvrière et de 3 autres organisations syndicales, ne font que confirmer, d'une part, le cap suivi et maintenu par le gouvernement et, d'autre part, la nécessité de l'action syndicale traduite par la journée de grève et de manifestations syndicales de demain avec le slogan de : "Ça suffit ! Maintenant, le social !" »

La CGT ayant mis le paquet sur la manifestation parisienne, il y avait moins de rassemblements en province que lors des précédentes journées d'action, comme celle du 18 mars 2014, organisée avec FO, la FSU et Solidaires, où 140 manifestations avaient eu lieu contre 86 ce 9 avril. Les manifs de province ont rassemblé, selon la CGT, 45 000 manifestants à Marseille (7 000, selon la police), 8 000 à Toulouse (4 000), 10 000 à Bordeaux (4 700), 7 000 à Lyon (4 200). Au total, la CGT parle de 300 000 manifestants dans toute la France (240 000 en mars 2014).

Belles manifestations, mais grèves invisibles, ou guère mieux, alors convient-il pour les oppositionnels de tout poil de faire la fine bouche ? Car à part l'enseignement on n'a pas vu un raz de marée de débrayages¹. Bien sûr, la mobilisation intersyndicale a montré la voie vers un mouvement social dynamique qui ne se contente plus de la protection des emplois menacés. Un chroniqueur de L'Humanité a, pour sa part, écrit : « Le retour sur l'avant-scène du pays d'ouvriers en lutte, de cadres contestataires, d'enseignants revendicatifs ou de postiers exigeants, est un facteur décisif pour sortir du piétinement ou des régressions qui usent le pays. » Dont acte, dirons-nous, mais ça ressemble quand même à une nouvelle version de la « fameuse » courroie de transmission... Actualisée, bien sûr, mais ! Les

forces politiques éclairées ont subi la défaite électorale que l'on sait, alors on glorifie l'unité syndicale, mais pour souligner qu'elle ne peut aller bien loin sans l'indispensable outil politique. Donc on reprend la vieille chanson : sans le parti, pas d'avenir ! La CGT ne servant qu'à faire gagner des élections au PC, Front de gauche ou autres, c'est encore la même ritournelle ! Au début de la CGT, on ne pensait pas à des places chaudes dans les corridors du pouvoir, enfin pas tous et pas les nôtres. Transmettre tout ça à la jeune militance n'est pas toujours chose aisée, mais il y a du pain sur la planche.

« À la CGT, la question de quel syndicalisme et de l'évolution des structures est posée. Le prochain congrès devra faire toute la lumière sur cette question : lutte ou accompagnement ? La CFDT, liée étroitement au pouvoir, a choisi. La lutte des classes est-elle encore d'actualité ? Y a-t-il une différence entre gauche acquise à l'économie de marché et une droite conservatrice ? La situation économique que nous connaissons est-elle une fatalité ? Faut-il se résoudre à l'exploitation de l'homme par l'homme et abandonner progressivement le terrain de la lutte avec toutes ses conséquences sur le monde du travail actuel et l'avenir de nos enfants ? » Ainsi on cause au comité national de l'Union nationale de l'UFR (Union fédérale des retraités CGT) ; et le reste du syndicalisme ?

Jean-Pierre Germain
Groupe Salvador-Seguí
de la Fédération anarchiste

1. La Bibliothèque nationale de France est en grève depuis le 9 avril. Plus précisément le personnel du nettoyage de Tolbiac. Les travailleuses et travailleurs du 57, du boulevard de Strasbourg à Paris ont obtenu gain de cause après une longue lutte pour leur régularisation... des mèches pour embraser le tout ?

Dans les pas du Christ

Comme chaque année à Pâques a eu lieu la marche-cérémonie de Montmartre retraçant les quatorze étapes du « Chemin de croix » du Christ. Les « fidèles » ont donc pu démarrer du Square Louise-Michel, communarde et anarchiste, pour se grimper jusqu'à la basilique du Sacré-Cœur, construite pour « expier » les crimes de cette Commune où s'était justement distinguée la bonne Louise. Ces mêmes « fidèles » auront peut-être eu également le loisir d'emprunter derrière la basilique, la rue du Chevalier de la Barre, torturé et condamné en 1766 pour « impiété, blasphèmes, sacrilèges exécrables et abominables », à avoir la langue arrachée, être décapité et brûlé (on est jamais trop prudent). Tout ça pour avoir refusé de se découvrir devant une procession religieuse. Finalement, entre une anarchiste et un athée, les culs-bénis étaient en bonne compagnie.

Pas de 8 mars pour les Chinoises

Li Tingting, plus connue sous le nom de Li Maizi, jeune activiste chinoise pour les droits de la Femme et de la communauté LGBT, voulait profiter du 8 mars pour protester contre le harcèlement sexuel dont elles sont victimes dans les transports en commun. Pour cela elle devait avec d'autres compagnes, recouvrir bus et métros de Pékin, d'autocollants réclamant la fin de ce type de harcèlement ainsi que des violences conjugales. Les autorités communistes, mais sûrement pas féministes (on est encore dans la période transitoire), n'ont pas voulu prendre de risques. Au nom du marxisme-léninisme et de la pensée Mao Zedong, Li Maizi et quatre autres femmes ont été arrêtées le 6 mars, car « suspectes de chercher des problèmes et de provoquer des troubles », motif le plus fréquemment avancé par la police chinoise pour fermer le clapet à toute opposition au régime. Pendant la détention des cinq féministes, 3 000 délégués du Parti étaient réunis au Palais du peuple de Pékin, pour la session annuelle statuant sur la législation du pays. À l'ordre du jour : préparation de la première loi contre les violences conjugales et le harcèlement sexuel ! Ils sont comiques ces bureaucrates, mais pas sûr que ça fasse rogoler Li Maizi.

Montreuil - Bagnolet

La lutte du Collectif

des Baras



Marie-Christine

*Groupe Pierre-Besnard
de la Fédération anarchiste*

À L'HEURE OÙ LES BIEN-PENSANTS de tous bords et les « Charlies » de la 25^e heure vont se recueillir sur le cercueil de Tignous à Montreuil, il est difficile de laisser de côté cette énorme pompe à fric que représente le « xénophobie business » dont se goinfrent tous les décideurs politiques sans exception, leurs administrations, scolaires, policières, judiciaires, et religieuses, car celles-ci ne font pas exception pour profiter de la manne récupérée sur la misère des plus pauvres. Bien sûr, il est impossible de faire l'impasse sur tous les patrons des multinationales qui n'ont jamais été aussi insatiables et riches à milliards, en imposant leur ploutocratie aux États ainsi asservis.

Quand on se souvient de la manière dont le Collectif des Baras, constitué de 350 immigrants, échoués à Montreuil dans des conditions d'épuisement, de misère, et d'inhumanité qu'on ne saurait imposer même aux animaux élevés en batterie, la révolte exprimée par Tignous contre les dominants, et au passage contre le maire Bessac, par ses traits de crayon rageurs contre l'immonde violence exercée par les barbares de la Ville, cette révolte devient la nôtre. Ceux

qui sont présents sur le terrain contre cette locale et internationale barbarie, supportent difficilement d'entendre parler des « Charlies », de ceux qui n'utilisent jamais leur liberté d'expression de crainte de perdre leur emploi, de se faire serrer par la police sans foi ni loi, ou encore de déplaire aux dominants. Ils ont choisi le confort douillet des idées fabriquées par les décideurs qui leur dictent quand ils sont autorisés à désobéir !

Or, que deviennent ces 350 Africains escortés de familles Roms toujours persécutées comme à la belle époque nazie, par bien des « Charlies » de la 25^e heure, répondant au doux nom de « collabos » !

Avant les années 1960, les amitiés anciennes entre le Maire Marcel Dufriche (rien à voir avec son petit-fils Ibrahim Dufriche qui a oublié son histoire familiale afin d'asseoir sa gloire et sa médiocre renommée aux côtés de Patrice Bessac, ami prétendu de Tignous !) et Modibo Keita, premier président du jeune Mali, avaient fait de Montreuil, alors ville ouvrière en manque de bras, une cité d'accueil des travailleurs, où se côtoyaient pour les efforts, la peine et les



fêtes, les immigrés d'Europe du sud, de Chine, d'Afrique subsaharienne sans oublier les Tziganes.

Montreuil, ville d'inhospitalité

Aujourd'hui, Montreuil, ville d'inhospitalité, refuse toute réquisition de logements aux sans-papiers pourtant partis au chagrin chaque matin et à tous ses salauds de pauvres qui la souillent de leur chômage et de leur inutilité. Pourtant les archives des années 1960 de la mairie de Montreuil, révèlent des listes de lieux prévus à réquisitions mises en place par le maire de l'époque, Marcel Dufriche, qui avait l'audace de faire appliquer la loi et de fournir des abris décents même en faveur de ceux que le capitalisme avait exclus momentanément des usines ou de travaux considérés comme inutiles.

Or, le Collectif des Baras, constitué de trois vagues d'immigrés naufragés sur les trottoirs proches du célèbre foyer construit dans la rue Bara de Montreuil, est régulièrement expulsé des habitats qu'il occupe pour surseoir à l'absence de toute politique de logements sociaux et partant à l'immigration. Dans ses actions téméraires, il bénéficie du soutien indéfectible de militants aussi remarquables et têtus que lui. Depuis plus de deux années, les Africains, les Roms accompagnés de leurs soutiens refusent l'errance et l'éparpillement tant cultivés par les mairies de Montreuil et de Bagnoleuil qui s'entendent dans l'hypocrite maniement de la moulinette

à exclure, un talent fortement maîtrisé par ces décideurs de gôche, PS et Front de gôche composé de communistes particulièrement hostiles à l'arrivée des immigrés sur toute la petite ceinture parisienne !

Face à cette inertie politique qui ne pratique que l'exclusion et s'étonne que celle-ci lui pète à la tronche. Les Africains et les Roms forcent les lieux inoccupés comme par exemple cet avant dernier bâtiment limotrophe de Montreuil, situé au 124 de l'avenue Galliéni à Bagnoleuil, abandonné dans l'indifférence générale par une multinationale Emerson, qui, après quatre ans d'exploitation pas suffisamment juteuse, a préféré délocaliser ses activités dans les pays de l'Est, réclamant par voie judiciaire, au moment de l'occupation, la restitution d'un local dont elle est incapable de présenter ses titres de propriétés.

Avec l'appui de ses soutiens, le Collectif des Baras investit l'immeuble. Il se loge de manière rationnelle avec le peu qu'il rassemble de la part des riverains et autres Montreuillois révoltés de leur situation inhumaine. Il construit un habitat spécial pour les familles Roms de façon à protéger leur intimité. Il s'organise en autogestion grâce à son savoir-faire en matière de pratiques collectives, solidaires, allant bien au-delà même de ses usages habituels en accueillant ces quatre familles Roms, tout à fait conscientes de vivre autrement. À noter que grâce à cette solidarité vécue quotidiennement la lutte

commune et acharnée de plusieurs mois, a permis la scolarisation des enfants, qui ont retrouvé une famille certes élargie mais terriblement efficace, car au moment où plus de 200 enfants, «mineurs étrangers isolés», Guinéens, Maliens, Ivoiriens, Pakistanais, Afghans, Syriens (eh oui...!) vivent sur les trottoirs du boulevard de la Villette dans le X^e arrondissement de Paris, à quelques pas de la PAOMIE qui leur refuse toute scolarisation en leur infligeant de survivre comme ils peuvent dans le plus total dénuement, on mesure les efforts, la détermination et l'exemplarité de tous ces hommes devenus militants et de quelques femmes formidablement militantes dont les mémoires retiennent les prénoms qu'elles portent, sans cette uniformité de bon aloi. Pas besoin de «Charlie» pour concrétiser leur usage effectif de leur liberté d'expression et surtout d'actions, qu'elles assument sans compter !

À l'intérieur d'Emerson, comme sous le toit inhospitalier mais tellement «moderne» et laid de la mairie de Bagnoleuil, minable reproduction du musée Guggenheim de Bilbao, où ils ont dû improviser un camping durant une semaine après leur expulsion fomentée par les gôches, les membres du Collectif, même s'ils n'en ont guère conscience, par nécessité pour assurer en urgence leur sauvegarde, mais aussi par une sorte d'unité familiale élargie, produisent entre tous ses participants des liens quotidiens tels que dans leur unité fabriquée, ils

favorisent pour chacun la réalisation rapide de besoins matériels et des réponses immédiates à des demandes sociales. Petit à petit, se crée indifféremment dehors comme dedans une sorte de Ka d'un village de brousse «sophistiqué» du cercle de Yélimané au Mali par exemple, jumelé à Montreuil depuis 1985.

Même lorsque la mosquée proche de la Mairie, même quand la mairie elle-même leur ferme résolument la porte au nez, ne serait-ce que pour un hébergement d'un soir, une organisation se met immédiatement en place pour assurer la protection même sommaire du groupe jamais lâché par ses soutiens, bien au contraire!

Entrer à l'intérieur, rentrer aussi à l'extérieur, même sous l'échangeur de Bagnolet où les autorités les ont jetés, chacun peut mettre le pied dans un espace défini du foyer, de la demeure volatile autour desquels se réunit la famille au sens large et qui va du village au cercle, c'est-à-dire bien au-delà du département, sinon du pays. Là au cœur de la vie reconstituée, on vous sert inmanquablement le thé de la chaleur, de l'amitié, de la fraternité et de la gaieté qui refait surface, même dans les pires situations de violence, d'irrespect, voire d'indifférence.

La solidarité, seul moyen de défense

Selon une approche sociologique coloniale de Shelby, cité dans le livre de Pap Ndiaye, à propos du sens de la «solidarité noire» qu'il nomme «conscience noire pragmatique», il existerait un groupe, celui des Noirs, qui souffrirait de préjudices identiques, pouvant être réduits par une action collective, ne supposerait pas une existence de communauté ethnoculturelle mais simplement trouverait son sens grâce à une expérience sociale commune de discriminations en raison de la carnation de la peau. La solidarité donc se construirait sur la base d'un intérêt commun plutôt que d'une identification commune. Or, les soutiens, issus de pays différents, Italie, Marco, Espagne, France, par leur engagement à l'égard du collectif des Baras, démontrent que la solidarité n'est plus seulement une exclusivité noire, mais que la lutte contre l'injustice sociale, la résistance contre les discriminations, les exclusions, les violences de tous ordres de l'État suscitent parmi les militants qui exercent sans tergiverser leur «liberté d'expression» et leur liberté de résistance aux injustices, n'ont pas d'autre recours que cette urgence difficile parfois de se fédérer, via l'autogestion telle que l'exercent les Baras, contre l'oppression générale qui semble provoquer un basculement des ignorants aux œillères confortables vers tous les fascismes, politiques comme religieux.

Assurément, la solidarité ne se décrète pas d'un claquement de doigts, comme cette autogestion pratiquée d'emblée pour assurer sa défense et fonctionner au mieux dans l'in-

térêt du groupe, elle se construit et s'appuie dans les situations les plus simples au plus complexes, sur un temps qu'il faut restreindre parce que la répression menace.

Sous les yeux des soutiens, rompus à la langue de bois des politiques des mairies de Montreuil et Bagnolet, autonomes, politisés dans le sens où il n'y a pas à tirer une quelconque couverture à soi pour une quelconque reconnaissance, le Collectif peu à peu se libère de l'idée du leader charismatique, doté d'entregent, mais qui lui confisque son droit à décider ensemble. Le leader a vite été éliminé en dépit de l'opposition de quelques-uns encore dubitatifs quant à leur propre capacité à se prendre en charge eux-mêmes. Non sans quelques oppositions qui ont nécessité des explications, des échanges pas toujours pédagogiques, mais où les coups de poings ont été sanctionnés, le Collectif a élu

Le leader a vite été éliminé en dépit de l'opposition de quelques-uns encore dubitatifs quant à leur propre capacité à se prendre en charge eux-mêmes.

ses représentants qui désormais sont chargés de répercuter la parole du groupe, quitte à les changer s'ils se retrouvent en déviation par rapport aux choix définis par le vote de tous les militants du Collectif.

Sont-ils écoutés par Ibrahim Dufriche, le petit-fils de Marcel, un homme de cœur sans doute qui avait adopté son père? Les jeunes délégués ont appris à intervenir dans les assemblées du conseil municipal de Montreuil, où, bien sûr, leurs paroles n'ont pas été retenues. Pour autant, leur combat n'a jamais cessé depuis qu'ils ont quitté leur pays dans des conditions effroyables pour arriver cette fois au local de Pôle emploi de Bagnolet, vidé de ses chômeurs. Les familles Roms, quant à elles, après l'expulsion du bâtiment Emerson, ont obtenu des logements sur Montreuil, jusqu'à leur prochaine exclusion.

Sans résultats à attendre de la Ville de Bagnolet ou de Montreuil, c'est exclusivement dans ces moments de réunions programmées ou improvisées que se révèle à tous l'existence d'une autogestion qui n'a rien à voir avec un supposé ordre naturel et spontané, il s'agit bien au contraire de faire siens des institutions, des informations, des règlements adéquats pour que chacun participe aux décisions, aux conseils qui le concernent individuellement mais aussi collectivement. Le contrôle se retrouve ainsi entre les mains de tous ceux qui sont présents dans le cœur de la bâtisse stable ou nomade, les décisions, le consensus, sont retenus dans l'intérêt de tous à égalité, sans hiérarchie. À cet instant, on conçoit claire-

ment à l'échelle de cette microsociété de 350 personnes, le refus du capitalisme à la mise en œuvre d'une telle harmonie de vie entre tous, la fin de son emprise sur les esprits de tous ceux qui dans ces foyers autogérés se font confiance et savent établir les règles qui n'entravent aucunement les progrès de ceux qui évoluent en toute autonomie et respect de la liberté de tous et de chacun. Au nom d'une discipline générale, la concertation s'impose et jusqu'à l'obtention d'un consensus, les solutions les plus diverses sont trouvées et rapidement mises en pratique.

En somme, d'eux tous, nous avons beaucoup à apprendre en matière de solidarité sur le long terme et non sur cette hystérie collective décrétée un dimanche de janvier autour de ceux qui portent la responsabilité des crimes d'État, nous avons aussi à apprendre de leurs soutiens qui les ont éclairés avec patience, détermination, respect et gratuité... une notion qui aujourd'hui malheureusement ne fait guère florès dans les organisations, associations «reconnues» ou en voie de reconnaissance, diverses et sans lendemain, qui gravitent inutilement autour des mineurs isolés, recherchés le plus souvent pour une valorisation de leurs actions, sans véritablement se soucier de l'avenir de jeunes que l'Aide sociale à l'enfance maintient dans la rue pour qu'ils deviennent majeurs, s'ils ne meurent pas d'ici leurs 18 ans révolus et qui feront de bons sans papiers à harceler, à enfermer, puis à expulser pour engraisser tous les tenants de la xénophobie business et empêcher le CAC 40 de s'effondrer.

Contrairement à ce qu'Éric Dupin écrit à propos des «défricheurs» porteurs de «révolutions tranquilles» à savoir que «seule la petite bourgeoisie intellectuelle» appartient à cette mouvance alternative marginale, vecteur de changement social, l'expérience autogestionnaire portée par le Collectif des Baras de Montreuil, entre autres, prouve que les classes populaires immigrées, si elles bénéficiaient d'une audience militante plus active, plus à l'écoute, seraient capables d'apporter une transition sociale et politique pour un autre monde que le capitalisme accepte d'admettre par petites doses de la part d'un mouvement «convivialité» bourgeois rapidement absorbable et donc tolérable, mais qu'il combat sans concession et sans même chercher à le connaître s'il provient de classes populaires immigrées.

La transition autogestionnaire portée par les classes laborieuses immigrées, autrement dit par les classes dangereuses, n'ira pas sans heurts, sans ruptures, sans batailles ni contradictions. Mal connue et pourtant riche d'enseignements, elle mériterait beaucoup plus d'attention et de suivi pour qu'enfin on puisse comprendre qu'il est possible de rompre avec la vulgate naïvement «progressiste» d'un système où seule la relance de la croissance serait «la solution» pour une postmodernité humaine et heureuse.

M.-C.

Droit au travail, suppression des listes noires !



LUNDI 23 MARS 2015, vingt-trois diplômés chômeurs, anciens membres de l'union générale des étudiants de Tunisie (UGET), ont débuté une grève de la faim au local des jeunes travailleurs de l'UGTT à Tunis, rue de Grèce. Le 1^{er} avril, sous pression de l'UGTT, ils se sont déplacés Avenue Bourguiba, dans un local loué par les organisateurs du Forum social mondial 2015. Ils sont tous au chômage depuis des années, car ils étaient exclus des concours de la fonction publique en raison de leurs activités syndicales et politiques sous le régime déchu de Ben Ali qui avait constitué des listes noires contre les opposants. Les grévistes font partie d'un plus grand groupe de 186 protestataires, également en grève de la faim qui ont fondé un Comité national pour la défense des anciens militants de l'UGET. Les manifestants poursuivront leur mouvement de protestation jusqu'à ce que leurs revendications soient satisfaites et leur situation régularisée comme convenu dans l'accord signé, en décembre 2014, avec l'ancien gouvernement. Celui-ci prévoyait leur intégration dans la fonction publique après l'examen de leurs dossiers. Le nouveau gouvernement d'Habib Essid leur a demandé de lui accorder un mois à partir du 27 février 2015 pour examiner leurs dossiers, ce délai est désormais dépassé.

Ce mouvement de grève de la faim avait été initié, le samedi 28 février par 8 membres de

l'Union des diplômés chômeurs (UDC) à Gabès, ville portuaire du Sud Est du pays, au siège de la section de la Ligue Tunisienne des Droits de l'Homme (LTDH). Plusieurs mobilisations de soutien, notamment à l'appel de l'UDC, ont déjà eu lieu, samedi 14 mars dans tout le gouvernorat (département) de Gabès, et à Sousse; lundi 16 mars, dans celui de Sidi Bouzid, et à Tunis. Parmi les revendications de l'UDC, en dehors de la suppression des listes noires de Ben Ali, le syndicat réclame la présence de représentants des chômeurs dans les assemblées locales et régionales.

Le 23 mars, la mobilisation des chômeurs ne s'arrêtait pas seulement à Tunis, puisqu'une manifestation de l'UDC a notamment eu lieu à Sidi Bou Zid. Dans de nombreuses villes, comme à Sousse, Gabès, Gafsa, des manifestations se sont tenues à l'initiative de l'UDC, parfois très violemment réprimées, comme celle de Gafsa au mois de février où plusieurs manifestants ont été hospitalisés. Le 25 mars, alors que débutait le forum social mondial à Tunis, un membre du comité local de l'UDC à Gabès, qui participait à la grève de la faim, était arrêté et tabassé par la police.

Le 26 mars 2015, la mobilisation s'amplifiait encore dans la région de Sidi Bouzid, alors que le ministre de l'Éducation nationale annonçait que chaque chômeur devrait désormais payer 15 dinars pour l'inscription aux

concours du Capes! À Gabès, les grévistes refusaient les propositions du premier ministre: arrêter la grève contre 150 dinars chacun. Pas dupes de la manipulation, ils ont décidé d'entamer une grève de la faim sauvage (sans eau)!

Le 28 mars, un membre de l'UDC était arrêté en marge d'une manifestation du syndicat à Tunis. Son nom figurait sur des listes de la police, en tant que participant aux manifestations qui chassèrent Ben Ali en janvier 2011. Il est libéré en fin de journée du commissariat de la place Barcelone.

Les chômeurs tunisiens sont dans une étape cruciale dans leur bras de fer avec le pouvoir, et la nouvelle rencontre entre l'UGTT et le gouvernement, le mardi 7 avril, sera décisive.

Nous soutenons toutes les revendications portées par le Comité national pour la défense des anciens militants de l'UGET et par l'UDC, et en particulier leur droit au travail qui implique la suppression des listes noires de Ben Ali. Nous appelons toutes les organisations politiques et syndicales, et notamment celles qui participèrent au Forum social mondial 2015 à Tunis, à soutenir publiquement leurs luttes.

Rencontres anarchistes méditerranéennes

*Commun libertaire, CNT France,
CNT Espagne, FA-IFA*

Pour votre **sécurité**, gardez la bouche fermée

IL Y A TROIS MOIS, avec une cinquantaine de ses congénères chefs d'État, il était en tête de manif à Paris pour affirmer haut et fort : «Je suis Charlie» et défendre la liberté d'expression. Défenseur de la liberté d'expression? Autant que moi je suis curé! Qui ça? Mariano Rajoy, Premier ministre du gouvernement espagnol. L'hypocrisie le disputant au cynisme, il proposait depuis l'année dernière un projet de loi dite de sécurité citoyenne, qui a été votée par le congrès et approuvée par le Sénat. Le Partido Popular au pouvoir n'a eu aucun mal à faire passer sa loi, assuré qu'il était d'avoir la majorité absolue. Bien que tous les autres groupes parlementaires aient été opposés à cette «loi bâillon», le résultat a été sans équivoque : 134 pour et 84 contre. Le texte est paru au Bulletin officiel de l'État et entrera en vigueur le 1^{er} juillet. Dans le même temps les sondages effectués auprès de la population indiquent que 82 % des Espagnols sont contre cette loi. Certains ont même pu – avant d'être expulsés – chanter dans l'hémicycle «À la volonté du peuple», extrait de la comédie musicale *Les Misérables*. Victor Hugo et Gavroche à la rescousse n'ont pas suffi. Les opposants ont eu beau rappeler que cette «loi bâillon», en plus d'être une aberration juridique, limitait les droits fondamentaux des citoyens, donnait carte blanche à la police, était une atteinte aux libertés et un retour à l'État policier, rien n'y a fait. Malgré quelques «adoucissements» consentis par rapport à la première mouture présentée il y a un an par le gouvernement Rajoy, cette loi a bel et bien pour objet de «domestiquer les manifestations et d'institutionnaliser la répression pour terroriser les citoyens».

Trois types d'infractions

Entre quelques articles concernant consommation et trafic de drogue, prostitution, lutte contre le djihadisme, le gouvernement a concocté une liste de presque cinquante motifs passibles de sanctions notamment financières.

Dix-sept types d'infractions «légères» passibles de 100 à 600 euros d'amende, entre autres : réunions et manifestations sur la voie publique sans autorisation si elles dégénèrent en troubles, sont classées en infractions graves), injures ou manque de respect envers un membre des forces de police dans l'exercice de ses fonctions, occupation de tout type d'immeuble ou édifice (lutte anti-squat), refuser de décliner son identité à un repré-

sentant de la force publique, refuser de collaborer avec les forces de sécurité dans les enquêtes de prévention d'actes pouvant mettre en péril la sécurité des citoyens.

Vingt-six types d'infractions «graves» passibles de 601 à 30 000 euros d'amende, entre autres : filmer ou photographier des policiers en action, se rendre en manif en étant cagoulé, perturber l'ordre public dans des offices religieux, des spectacles sportifs ou culturels autorisés, empêcher à une quelconque autorité d'exercer ses fonctions (vise spécialement les activistes anti-expulsions Stop Desahucios), refuser d'obéir à un ordre donné par l'autorité compétente pour dissoudre une réunion ou une manifestation.

Le 30 mars 2015 au matin, la police espagnole a procédé à des perquisitions et expulsions dans 17 centres sociaux squattés, arrêtant 28 personnes.

Quatre types d'infractions «très graves» passibles de 30 001 à 600 000 euros d'amende, entre autres : manifester devant des édifices officiels (Parlement, Sénat, assemblées autonomes); les organisateurs appelant à ces rassemblements seront tenus pour responsables de tous les actes effectués par les manifestants. Également passible d'amende, toute fabrication, réparation, recel commerce, acquisition, distribution, transport d'armes, explosifs articles pyrotechniques; l'utilisation de rayons laser dirigés sur pilotes ou conducteurs menaçant de distraire leur attention et de provoquer des accidents.

Des manif, encore des manif

Ce ne sont là que les sanctions financières qui sont bien sûr assorties de peine d'emprisonnement avec ou sans sursis. Bien évidemment ces mesures visent essentiellement l'opposition non-parlementaire, c'est-à-dire la rue. Cette rue qui effraie tant le pouvoir vu que depuis le début de la crise en Espagne, on est allègrement passé de 10 568 manifestations en 2004, à plus de 40 000 en 2013 (pour celles qu'on a pu recenser). Manifestations syndicales, rassemblements d'Indignés, marées de toutes les couleurs : blanche pour la Santé et le secteur hospitalier, verte pour

l'Éducation, grenat pour la jeunesse obligée d'émigrer (50 % de chômeurs chez les 18-35 ans), et même manif virtuelles. Ainsi le réseau «Nous ne sommes pas un délit» appelle à une manif virtuelle en s'inscrivant sur la plateforme «Hologramas por la libertad» (des hologrammes pour la liberté).

Bien entendu personne n'a été oublié dans cette loi et surtout pas les clandestins. Désormais les policiers n'auront plus besoin d'autorisation judiciaire pour expulser et raccompagner directement à la frontière toute personne entrée illégalement dans le pays. Comme le constatait un opposant : «Au temps du franquisme, nous savions que nous vivions sous une dictature. Avec cette loi, il ne manque à Rajoy que de reprendre le slogan de Franco : "La rue est mienne."» Dans ce climat ultra sécuritaire, les anarchistes ne sont évidemment pas oubliés. La chasse aux sorcières avait déjà commencé à la fin de l'année passée avec l'opération Pandora visant à criminaliser les milieux anarchistes. Ça continue de plus belle : le 30 mars au matin, la police espagnole a procédé à des perquisitions et expulsions dans 17 centres sociaux squattés, arrêtant 28 personnes à Barcelone, Madrid, Grenade, Valence, Palencia... Motif invoqué : il s'agit de «combattre le terrorisme anarchiste». Pour cela on ne recule devant rien : les flics ont crevé les pneus des vélos entreposés dans un squatt (toujours aussi gamins dans la police!) Cinq libertaires sont toujours en prison, les autres ont été remis en liberté mais avec interdiction de quitter le territoire, et obligation de pointer tous les quinze jours au commissariat. Pour le secrétaire d'État à la Sécurité, rien de plus normal : «La police nationale n'a de cesse, par son travail préventif, d'éviter que ces types de groupes se renforcent ou grandissent.» Le vrai but de ces opérations policières et de la nouvelle loi est clairement d'individualiser toute opposition, en criminalisant toute forme d'action, en assimilant un squat à un acte terroriste, en frappant aussi un manifestant isolé, là où ça fait mal : au porte-monnaie. Risquer jusqu'à 600 000 euros en allant manifester, le pouvoir se veut dissuasif par la sanction financière. La population avait déjà commencé de lui répondre fin mars avec les marches de la dignité à Madrid. D'autres rendez-vous, d'autres manifestations sont d'ores et déjà prévues par les travailleurs qui n'entendent pas la boucler, «loi bâillon» ou pas.

Ramón Pino

Groupe Salvador-Seguí de la FA

Le danger post-fasciste



Philippe Pelletier

Groupe Nestor-Makhno
de la Fédération anarchiste

ANALYSER LE FRONT NATIONAL et le Rassemblement Bleu Marine de 2015 avec les lunettes de 1922 (accession au pouvoir de Mussolini après la marche sur Rome) ou bien celles de 1933 (Hitler nommé Chancelier du Reich après des élections démocratiques) serait une erreur funeste. Un peu comme si on regardait l'actuel Parti communiste français en fonction des bolcheviques qui ont triomphé au Congrès socialiste de Tours (1920). Bien sûr, les communistes ont gardé leurs mauvaises habitudes (autoritarisme, subordination du syndical au politique, parlementarisme, démagogie...), mais ils n'ont plus grand-chose à voir avec les bataillons intellectuels ou prolétariens des années 1920-30. De même, les cadres actuels et l'électorat du Front national n'héritent qu'en partie du fascisme ou du néofascisme (celui de Jean-Marie Le Pen ou de Bruno Mégret), et relèvent bien davantage du post-fascisme. Le danger n'en est que plus grand. De quoi s'agit-il ?

La contre-révolution préventive du fascisme historique

Considérer un mouvement politique sous son angle purement idéologique rend myope. Cette lacune est fréquente, même parmi les anarchistes qui récusent pourtant toute vision

idéaliste de l'histoire sur le plan philosophique (non, ce n'est pas seulement les idées qui font le monde mais aussi et d'abord les pratiques, à commencer par la lutte des classes et la lutte des places). Traquer les petites phrases fascistes, les provocations de tel ou tel au sein du FN, repérer les candidats Bleu Marine issus de tel groupuscule fasciste, tout cela tombe à côté de la plaque. En outre, cela ne fait que reproduire les tics habituels de la gauche et même de l'extrême gauche, qui font tout sauf faire reculer le post-fascisme. La vraie question qu'il faut se poser est : à quoi sert le Front national dans et pour le capitalisme actuel ?

Pour y répondre, il faut revenir à la problématique du fascisme telle qu'elle s'est posée dans l'histoire. Car le FN, certes, découle de cette histoire, qu'il faut donc comprendre, mais qu'il est en train de dépasser, ce qu'il faut saisir aussi. Distinguons déjà le fascisme du nazisme. Les deux furent bien entendu liés, mais pas autant qu'on ne veut bien le dire après une réécriture démocratico-républicaine de l'histoire.

L'entente entre Hitler et Mussolini fut tardive, le second s'opposant même à l'Anschluss. Les deux régimes ont des ressemblances, mais aussi des différences, parfois

cruciales. En particulier, l'obsession antisémite de Hitler et des nazis, et par conséquent la politique génocidaire ou la Shoah, n'existent pas dans le fascisme originel mussolinien. Cet élément est d'autant plus important qu'il explique en partie la défaite d'un régime nazi donnant la priorité ferroviaire aux convois de déportés plutôt qu'aux trains militaires...

En revanche, leur point commun – essentiel – se trouve dans ce qu'a très bien analysé l'anarchiste italien Luigi Fabbri : le fascisme comme le nazisme ont constitué une « contre-révolution préventive » dans les deux pays où le mouvement ouvrier était particulièrement fort (le mouvement d'occupation des usines, le Biennio rosso ou la Commune d'Ancône en Italie ; le spartakisme, la République des Conseils de Bavière ou les bataillons socialistes en Allemagne).

Le capitalisme d'État après la crise de 29

Il suffit d'ailleurs de comparer avec la France où l'Union sacrée ainsi que l'euphorie de la Victoire ont en quelque sorte anesthésié le mouvement socialiste, même après 1918. La révolution bolchevique n'a qu'en partie et brièvement modifié la donne à partir du moment où l'Union soviétique (stalinienne) s'est constituée et fut reconnue par les États

démocratiques européens. Elle ne devenait pratique que comme pseudo-épouvantail idéologique pour les bourgeoisies classiques, tout en constituant une réelle menace impérialiste, surtout pour la puissance la plus proche, et revancharde de surcroît : l'Allemagne.

Autrement dit, au cours des années 1920-1930, dans ces pays gagnés par l'agitation ouvrière et au bord d'une révolution prolétarienne qui risquait de prendre un autre cours qu'en Russie – celui qu'elle a pris en 1936 en Espagne, là où les anarchistes étaient puissants et bien organisés (ce n'est pas un hasard si les staliniens d'un côté et les fascistes de l'autre ont tout fait pour l'anéantir) – la grande bourgeoisie, celle des grandes entreprises et des grands secteurs de l'État – a encouragé le fascisme. Elle-même est devenue en partie fasciste pour éviter de disparaître.

Simultanément, à partir de la crise de 1929, elle y a trouvé un intérêt pratique en renforçant le rôle dirigiste de l'État, non seulement avec le fordisme dans le domaine économique où le vieux libéralisme débridé devenait trop suicidaire car non performant, mais aussi dans le domaine social et culturel où il fallait faire régner la discipline, la hiérarchie et le puritanisme. Une grande partie de la gauche a laissé faire¹.

La France de 2015 n'est pas au bord de la révolution

Mais peut-on dire qu'en 2015 la France soit au bord d'une révolution prolétarienne ? Peut-on également l'affirmer pour les autres pays où les mouvements d'origine néofasciste gagnent des élections ? Pour autant, il ne s'agit pas de minimiser le phénomène. Depuis des années, j'affirme ainsi – à l'opposé de tous les commentateurs de l'époque – que le vote frontiste en France n'est pas protestataire mais qu'il est bel et bien idéologique, enraciné, de conviction². Qu'il représente donc quelque chose de structurel.

Cela fait également des années que je prône de considérer les chiffres électoraux du FN à leur vraie valeur : c'est-à-dire non pas en pourcentage mais en nombre de voix, donc en tenant compte de l'abstention. Le stock de voix frontiste oscille ainsi autour de 4 à 6 millions : 4,3 millions à la présidentielle de 1988, 5,5 millions au second tour de la présidentielle de 2002, 6,4 millions au premier tour de l'élection présidentielle de 2012, 4,7 millions de voix aux élections européennes de 2014 puis 5,1 millions aux départementales de 2015. Soit autant, en gros, que le nombre de non-inscrits sur les listes électorales (environ 5 millions de personnes) : et à comparer aux 27 millions d'abstentionnistes en 2014.

Le vote frontiste puise à l'origine dans les classes moyennes de ce que j'avais appelé l'« extrême centre »³. Dans ses couches parfois embourgeoisées, mais souvent apeurées par une paupérisation réelle ou fictive, par la présence réelle ou fantasmée des prolétaires

d'origine immigrée. Mais aussi, toujours davantage, dans les fractions ouvrières, jeunes ou précaires du peuple.

Le discours souverainiste, anti-élite et anti-Commission de Bruxelles du FN est fondamentalement nationaliste. Il n'est pas raciste à proprement parler (il n'y a plus besoin d'une théorie de supériorité raciale, sauf chez quelques exaltés), mais xénophobe (l'étranger ou le fils d'immigré venant prendre l'emploi ou les avantages sociaux...), d'où l'ambiguïté confuse à utiliser le terme de racisme. Il attire toutes celles et tous ceux qui ne voient pas d'alternative dans la classe politique en place, et qui misent sur le nouveau parti de l'ordre qui prétend sécuriser à tous les niveaux, récoltant ainsi les fruits de toute la propagande sécuritaire du régime actuel.

Ce n'est pas le danger révolutionnaire prolétarien que l'électorat frontiste veut écarter, ce sont les institutions qui le dominent : le grand patronat du CAC 40, la Commission de Bruxelles, la bureaucratie européenne avec ses règlements européens de plus en plus complexes. Comme vient de le démontrer David Graeber, le néolibéralisme, loin d'alléger l'État dont il se prétend l'adversaire, a généré une montagne de bureaucratie et de bureaucrates, y compris dans les entreprises où s'agitent des managers en tout genre (et sans parler des services publics)⁴.

L'électorat frontiste des petits salariés ou des petits patrons s'en défie, mais sa phraséologie contre les riches, les puissants, l'élite ou les spéculateurs ne peut pas se dire anticapitaliste, car ce serait franchir une limite idéologique et politique forte. Exactement comme dans les années 1920-1930, mais dans une autre perspective, il adhère aux principes du capitalisme (propriété privée, État central et local, lois du marché). C'est même le cas des politiciens ou des idéologues de l'écologisme qui puisent eux aussi sociologiquement et culturellement dans la classe moyenne non ouvrière. Les uns et les autres s'en retrouvent d'ailleurs proches avec leur appel aux lois de la nature, au patrimoine local et naturel, à la tradition antimoderniste et antitechnologique (même s'ils utilisent tous la technologie en question). Mais quelle est donc cette nouvelle perspective ?

Le post-fascisme en réserve du capital

Pour le moment, la grande bourgeoisie n'a guère besoin du post-fascisme. Celui-ci ne lui est utile que pour discipliner le travail, ce qui passe par une réimposition de l'ordre moral. Le fascisme historique s'appuyait sur un lumpenprolétariat de chômeurs, de précaires, de déclassés ou d'anciens combattants. Or celui-ci n'existe plus de nos jours. Plus exactement, il puise auprès des enfants précaires issus de l'immigration ou des partisans du djihad, c'est-à-dire précisément ceux qui contreviennent à l'orientation xénophobe du FN ! On voit donc mal le petit patron faire le coup de poing avec sa poignée de salariés... À moins

que ce ne soit justement ce qui s'est passé avec les Bonnets rouges en Bretagne.

Autrement dit, le petit patronat et l'électorat frontiste s'affirment comme garde-fou d'un capitalisme qui serait trop transnational et trop écrasant, dans une sorte de bataille entre les petits et les gros. Les années 1930 ne reviennent qu'en partie, mais la gauche reste toujours dans le potage⁵...

Le post-fascisme sert donc à recentrer les enjeux du capitalisme : local-national (protectionnisme, discipline, mise au travail, concurrence avec les pays dits émergents), mais aussi libéral (réduire les aides sociales, rabaisser les immigrés et les enfants d'immigrés à une main-d'œuvre servile, corvéable et détestée socialement). Parmi ces enjeux figure la question écologiste avec le programme environmentaliste du Front national qui cultive le catastrophisme – la peur étant l'un des moteurs du fascisme – et qui prône les énergies renouvelables.

Le post-fascisme peut arriver au pouvoir sur cette base, comme cela s'est passé en Italie sous Berlusconi et consorts et comme ce sera possible en France avec la stratégie souverainiste adoptée par le tandem Marine Le Pen-Florian Philippot qui est bien plus efficace que la nostalgie pétainiste et Algérie française d'un Jean-Marie Le Pen.

Contrairement à ce que nous racontent les médias ou les essayistes patentés, la querelle qui oppose le père et la fille ne relève donc en rien du parricide ou de la Nuit des longs couteaux qui a vu l'élimination de l'aide prétendument révolutionnaire et anticapitaliste du nazisme, mais bien d'une adaptation stratégique aux besoins du système en place. Car celui-ci est menacé non pas par une quelconque révolution prolétarienne encore dans les limbes mais par une dégradation de ses techniques d'encadrement et par une sinistrose sociale qui ralentit la reproduction du taux de profit.

P.P.

1. Pelletier Philippe (1991) : « La responsabilité historique de la gauche face à la montée du fascisme ». *Le Monde libertaire*, hors-série été, n° 835.

2. Pelletier Philippe et le groupe Nestor-Makhno de la Fédération anarchiste (1997) : *Du fascisme au post-fascisme – Mythes et réalités de la menace fasciste – Éléments d'analyse*. Paris, éditions du Monde libertaire, 62 p.

3. Dans mon article de 1991, cf. supra.

4. Graeber David (2015) : *The Utopia of rules, on technology, stupidity, and the secrets joys of bureaucracy*. Brooklin, Melvill house, 268 p.

5. Corcuff Philippe (2014) : *Les années 1930 reviennent et la gauche est dans le brouillard*. Paris, Textuel, 146 p.

Luttons contre toutes les religions !



Edi Nobras

Groupe Puig-Antich
(Perpignan)

Une nécessaire critique des religions et de la politique

Une des principales dimensions de la critique anarchiste de l'État chez Proudhon et Bakounine porte sur la sa dimension théologique. L'anarchie s'oppose à tout absolu, qu'il soit métaphysique ou politique. En effet, l'absolutisme théocratique se situe dans toutes les constructions qui attribuent un pouvoir absolu, y compris au peuple, pouvoir comparable à ce que d'aucuns nomment la volonté divine.

Ainsi, nous pouvons dégager une homologie entre l'organisation du pouvoir religieux, celle du pouvoir patriarcal et celle du pouvoir de l'État. Il s'agit dans les trois cas d'une soumission à une volonté et à ses représentants : à la volonté de Dieu par l'intermédiaire de ses représentants, les prêtres ; à la volonté du père dont le pouvoir est jugé naturel, à la volonté de Dieu par l'intermédiaire du monarque absolu ou à celle du peuple par la volonté de ses représentants...

L'État génère son propre système de domination, qui ne se réduit pas à la domination capitaliste. Il existe un rapport social de domination propre à l'État, qui oppose

les gouvernés et les gouvernants. Le fédéralisme apparaît comme unique moyen de dissoudre la souveraineté et d'assurer une abolition du pouvoir, empêchant toute tentation absolutiste.

Ce qui en découle, c'est que toutes les définitions de l'anarchisme se retrouvent peu ou prou autour d'un même corpus de principes et de valeurs, et en premier lieu : l'anti-autoritarisme.

Beaucoup des révolutionnaires de la seconde moitié du XIX^e siècle furent conduits à théoriser un communisme anti-autoritaire : l'anarchisme. Ils et elles développèrent dans le même temps une action politique, une praxis révolutionnaire, une méthodologie de lutte, un comportement social et culturel, une éthique, une relation à l'autre... Enfin, ils et elles déployèrent un morceau de chiffon noir pour en faire le drapeau de la révolte, de la rébellion, de la révolution...

La devise «Ni dieu ni maître», même si elle ne fut pas d'origine anarchiste¹, est d'une concision saisissante pour définir l'anarchisme et l'ériger au rang d'un humanisme achevé. Ainsi, rien ne peut, au nom d'une quelconque autorité, révélée, délé-

guée, usurpée, instituée, être au dessus de l'humain et, plus précisément, de tous les humains.

Si l'anarchisme est de cœur, il est aussi de raison. Il ne peut en effet se satisfaire d'aucune superstition, d'aucune révélation, d'aucun fatalisme, d'aucune prédestination, d'aucun mensonge et, à l'instar des sciences, il se doit, chaque jour, de soumettre sa théorie, ses hypothèses, ses analyses au doute du questionnement, à la rigueur méthodique de la vérification, de la démonstration...

La «spiritualité» religieuse, celle qui se fonde sur des croyances, des dogmes et affirmations non discutables est une spiritualité déglacée de toute matérialité, qui nous éloigne définitivement de la pensée anarchiste. Nous n'avons plus affaire à des «humains libres», mais à un troupeau enrégimenté!

La révolution anarchiste se devra de tuer l'idée même de Dieu en même temps qu'elle abattra l'État.

Bakounine considère que Dieu, en tant qu'invention humaine, peut être un obstacle à l'achèvement de l'humanité, et que, dans ce cas, il conviendra de le supprimer non par la force, comme on supprime un ennemi en le tuant, mais par l'éducation, la propagande par l'action et, *in fine*, l'instauration de l'anarchisme.

La religion est une aliénation, une superstructure idéologique très utile à la domination et l'exploitation de l'homme par l'homme, d'où la célèbre formule : « *La religion, c'est l'opium du peuple.* » La religion obscurcit l'esprit et empêche de voir la réalité en faisant croire qu'il existe un ailleurs où le bonheur est possible.

Au travers de la soumission à Dieu, il n'y a en réalité que la soumission au père et à son autorité. C'est ce qu'a apporté la psychanalyse à la compréhension de la «reproduction du pouvoir».

Qu'en est-il du concept d'islamophobie ?

Le débat engagé il y a quelques temps de cela par le gouvernement Fillon sur «l'identité nationale», propagande raciste aussi haineuse que sournoise, n'a réussi qu'à polariser les esprits sur le port de tenues vestimentaires à vocation religieuse.

À la suite, la «lutte contre l'islamophobie» est née, en effet miroir. Un discours qui s'autojustifie autour d'un raisonnement affirmant que les capacités de critique seraient différentes suivant les couches sociales ou les zones géographiques dans lesquelles nous évoluons!

Réunis sous la bannière marxiste, voilà que certains ont établi une corrélation entre une situation matérielle ou géographique particulière – les banlieues, être «Arabe» – et l'impossibilité qui s'ensuit à développer toute critique antireligieuse. S'appuyant sur le père du communisme autoritaire, ils et

elles peuvent ainsi écrire² : « *Avant de dire qu'elle est "l'opium du peuple", Marx avait pris soin de préciser dans le même paragraphe : "La misère religieuse est, d'une part, l'expression de la misère réelle et, d'autre part, la protestation contre la misère réelle. La religion est le soupir de la créature accablée par le malheur, l'âme d'un monde sans cœur, de même qu'elle est l'esprit d'une époque sans esprit."* »

Ce que nous disent les nouveaux exégètes de Marx, c'est que le déterminisme social est pratiquement un absolu en matière de religion. La «créature» (terme qui désigne ici l'ouvrière, le chômeur, l'employé, la retraitée...) au moment où elle parviendrait à soupirer ne pourrait qu'exprimer une sottise : un élan religieux.

À ce déterminisme «social» aussi haïssable qu'erroné, nos modernes marxistes en ajoutent un, plus stupide encore s'il était possible : un déterminisme «racial», selon

Le postmodernisme laisse croire qu'il a dépassé la modernité, tout en courant toujours derrière le capitalisme.

lequel «Arabe» veut nécessairement dire «musulman». Cette position politique n'est en réalité qu'une expression de la condescendance de ceux et celles qui, s'estimant supérieurs, pensent que les «créatures» de banlieue, ces grandes naïves, ne peuvent faire autrement que de croire en une religion, tout comme les grandes personnes responsables pensent que les petits enfants se doivent de croire au Père Noël.

Malheureusement, ce discours ne contribue pas à convaincre les «créatures» de l'impossibilité où elles se trouveraient à se penser autrement, à devenir autre chose, à gagner en discernement et, par voie de conséquence, à se libérer par elles-mêmes.

Il produirait même l'effet inverse en renforçant des courants plus rétrogrades, plus liberticides, plus oppressifs – en premier lieu pour les femmes, mais aussi pour les hommes et les enfants. Des courants qui se voient renforcés dans leurs propagandes et leurs pratiques et qui trouvent dans ces supplétifs, d'utiles compagnons de route.

Contrairement à ce que certains voudraient nous faire croire, il n'y a pas une manière de penser qui serait spécifiquement occidentale et une autre qui serait spécifiquement orientale. Cette volonté de réduire la culture humaine en morceaux afin d'en attribuer chaque partie à un territoire donné est particulièrement fautive, y compris sur ce point très délicat des croyances.

L'emploi, à tort et à travers, du terme «islamophobe» nous ramène aux préjugés

et stratégies de l'idéologie dominante. Selon la signification que lui donnent certains de ceux qui l'utilisent, se battre contre l'islamophobie reviendrait automatiquement à être solidaire des exploités. Cette correspondance invoquée entre un fait social – être exploité – et un fait religieux – être musulman – est évidemment fautive : il y a des musulmans dans les rangs des exploités et tous les exploités – même «Arabes» – ne sont pas musulmans.

En assimilant toute critique de l'islam à de l'islamophobie, ces gens ne parlent plus de critique des religions, mais «des formes d'oppression que peuvent prendre les phénomènes religieux». Qu'est ce que cela signifie? Que les religions et les textes sacrés ne seraient plus critiquables en soi, pour ce qu'ils sont et ce qu'ils disent, mais que seules certaines manifestations de cet esprit religieux le seraient?

Le postmodernisme en question

Le postmodernisme, en la circonstance, tourne autour du refus de toute pensée et toute critique à vocation «universaliste»³, qui ne se limite pas à un seul ou quelques groupes humains, limités et particuliers.

La domination n'est plus liée à un rapport de possession-dépossession des moyens de production, mais à des normes dominantes : blanc, masculin, hétérosexuel, colonialiste, néocolonialiste.

Jordi Vidal, à propos de la société postmoderne dans *Servitude et simulacre* écrit : « *À l'image de la conception postmoderne de la société, ces mensonges performants sont définitivement détachés du cours réel des choses. Leurs pseudo-conflits sont là pour dissimuler l'existence d'un autre plan de réalité : celui d'une vie quotidienne totalement dégradée. [...] Les nouveaux signifiants, aux ordres du système, ont pu commencer à mener une guerre totale contre la pensée critique. Ce que le langage a perdu se répercute socialement dans l'atomisation de la vie quotidienne, dans la perte généralisée de tout sens logique, dans la difficulté croissante à penser de nouvelles formes d'auto-organisation ou, plus tristement, dans l'incapacité à favoriser de simples gestes de solidarité.* »

L'idée selon laquelle l'identité et la culture jouent un rôle primordial est d'autant plus pernicieuse et erronée que ces dernières seraient soi-disant figées par l'intermédiaire d'une religion pour certaines minorités. Cet élément identitaire et culturel, puisqu'il fonde essentiellement la personne et la définit, ne doit pas être critiqué, d'autant plus qu'elle appartient à des minorités.

Chez les postmodernes, la logique identitaire de minorités prend le pas sur toute appartenance de classe, et même généralement sur toute analyse de l'oppression fondamentale résultant des rapports de production capitalistes. À quand un discours sur une classe religieuse?

En fait, le postmodernisme laisse croire qu'il a dépassé la modernité, tout en cou-



rant toujours derrière le capitalisme. La modernité n'existe du reste que dans le cadre du capitalisme. Laisser de côté les conditions économiques, c'est-à-dire capitalistes, c'est se vouer à l'échec, car c'est nier ce que nous subissons en réalité et au quotidien.

La position «pro-islam» déguisée tend d'ailleurs à assimiler Arabes à musulmans, au lieu de critiquer cette assimilation. On essentialise ici un peuple en pratiquant ce déterminisme religieux – identitaire. On ignore totalement les Arabes athées ou ceux qui sont en conflit avec leur univers religieux.

L'islam, malgré la diversité des croyants, occupe une place particulière par ses valeurs, ses pratiques, les communautés et les gens qui l'incarnent. Par exemple, l'islam ne considère pas ses valeurs comme relatives et compatibles avec le mouvement gay, pas plus d'ailleurs que le catholicisme.

L'anarchisme face aux religions, dans le concret...

Si donc l'anarchisme a toujours affirmé son refus de toute religion, théoriquement et pratiquement, cette position antireligieuse du mouvement libertaire se heurte cependant, dans le contexte actuel, à une redoutable difficulté. Là où l'anarchisme est né et où il réunit toujours l'essentiel de ses forces – dans le monde occidental –, le christianisme y est exsangue de nos jours. La seule

et véritable menace religieuse à laquelle nous nous trouvons confrontés⁴, c'est l'islam.

En nous élevant contre toutes les institutions religieuses et les débordements qui les accompagnent, y compris donc l'islam, nous refusons d'emboîter le pas aux ethnocentristes ainsi qu'aux nostalgiques du colonialisme. Nous nous opposons avec autant de pugnacité à celles et ceux qui, à l'instar des Gollnisch, Debray, Chevènement et autres républicains de tous bords, réaffirment la supériorité d'une civilisation européenne, laquelle civilisation n'a fait, au cours de sa trop longue période de domination, que se vautrer dans des situations particulièrement répugnantes et inhumaines.

Les anarchistes que nous sommes, au moment d'aborder les questions afférentes à la lutte antireligieuse, ne rencontrent aucune difficulté à rejeter en même temps tous les discours haineux, racistes, fascistes, etc.

Nous critiquons toutes les religions de la même manière, à partir des textes sur lesquels elles se fondent et à partir de leur histoire, et non par rapport à de simples critiques circonstancielles sur l'extrémisme que prendrait tel ou tel phénomène religieux.

Critiquer une religion, ce n'est pas affirmer l'infériorité du pratiquant de cette religion, ni établir une hiérarchie entre le croyant et le non-croyant, le musulman et

l'athée. Nous dénonçons les opinions racistes déguisées en critique de l'islam là où elles existent. Cependant, nous ne pouvons accepter qu'un tel amalgame, pratiqué par des courants nationalistes et racistes, permette à l'islam d'échapper à la critique que nous portons vis-à-vis de toutes les religions.

Nous pensons également nécessaire de montrer, par exemple, le statut réservé aux femmes selon le Coran, qui sont selon ce texte clairement inférieures aux hommes et se doivent de leur être soumises. Ceci n'est du reste pas réservé au Coran mais y est tout de même très explicite. Car la réalité n'est pas univoque, le fait que les musulmans puissent être opprimés n'empêche pas que des situations d'oppression peuvent exister dans la pratique de cette religion.

Également, il est clair que, sans émettre de jugement dépréciatif sur les individus, une polygamie exclusive n'est possible que dans le contexte de sociétés fortement inégalitaires, où les femmes sont accaparées par les plus riches, les dominants.

Nous pensons nécessaire de montrer le Coran au même titre que les autres religions monothéistes pour ce qu'il est : une religion essentiellement patriarcale, fixant des mœurs et une répression sexuelle propre à ce régime patriarcal.

La question n'est pas de démontrer la supériorité d'un quelconque discours occidental, mais de montrer qu'en soi l'élément



identitaire islamique n'est pas et ne saurait en aucun cas être une alternative aux logiques de domination.

Religions, racisme et mouvements sociaux

Par-delà les distinctions entre religions, Églises, sectes, croyances, superstitions, spiritualités, ésotérisme, quête d'un au-delà et autres billevesées d'un autre âge, nous combattons l'aliénation des individus sous toutes les formes qu'elle peut prendre.

Nos analyses et nos actions consistent à lutter contre le rôle politique de la religion et son idéologie, dès lors qu'elle joue un rôle politique réactionnaire. Pour nous il ne s'agit pas de nous occuper des consciences individuelles.

Notre projet de société consiste en un épanouissement et une autonomie réels des individus. Dans notre projet, la place de la liberté individuelle et collective d'expression et d'organisation n'autorise pas pour autant à diffamer, insulter, faire acte de racisme, de sexisme, d'homophobie...

Si nous dénonçons les religions, nous ne stigmatisons pas les croyants individuellement. Mais c'est à coup sûr en prenant leur destin en main, en revendiquant pour aujourd'hui l'amélioration de leur sort, sans attendre un hypothétique paradis, que les travailleurs sont amenés à s'éloigner des superstitions et de croyances archaïques.

C'est de cette façon que le mouvement ouvrier et social a été et continue d'être un

puissant vecteur d'émancipation du prolétariat et de la société toute entière. Et il n'y a aucune concession à faire à ce sujet.

Notre militantisme antireligieux nous autorise à stigmatiser toute religion, mais avec notre spécificité. On ne nous retrouvera jamais aux côtés des religieux pour faire reconnaître la légitimité du «foulard islamique» ou pour faire interdire le «blasphème», pas plus qu'on nous trouvera aux côtés des fachos et des autoritaires pour dénigrer les croyances des seuls étrangers parce que d'origine arabe ou maghrébine...

L'affirmation pleine et entière de la supériorité de la démarche, critique scientifique, nous entraîne à rejeter les religions des affaires publiques.

Anarchistes, nous affirmons que c'est d'abord par des actions de solidarité et d'entraide que le racisme peut être battu. Toutes celles et tous ceux qui trouvent aujourd'hui un refuge illusoire dans le communautarisme et la religion doivent trouver les moyens de reprendre leurs vies en main, en nous rejoignant, pourquoi pas ?

Religions, communautarisme, racisme, islamo-gauchisme sont autant d'écrans de fumée qui éloignent les travailleurs de leur propre émancipation.

Ce qui fait peur au pouvoir, ce n'est pas la façon dont on se présente pour «protester contre la misère», ce qui lui fait peur, c'est que nous nous organisons pour lutter contre l'injustice et la violence du capita-

lisme. Autrement dit, ce qui fait peur au pouvoir, ce n'est pas l'islam – lequel s'accommode fort bien du pouvoir et réciproquement, comme c'est le cas dans de nombreux pays de la planète –, ce sont les pauvres quand ils s'organisent en tant que classe !

Le pouvoir est par essence paupérophobe sous toutes les latitudes, pas islamophobe à proprement parler ! **E. N.**

1. Devise lancée par Louis Auguste Blanqui, qui ne fut jamais anarchiste, mais qui, *a contrario*, revendiquait un État populaire, autrement dit... l'autorité du peuple, parent proche de la dictature du prolétariat de Karl Marx et de ses épigones : Lénine, Trotski, Staline, Mao...

2. Assimilée systématiquement à un mode de pensée occidental, blanc, masculin et hétéro-normé, et menant à l'impérialisme...

3. Dans «Forum des marxistes révolutionnaires», dans «CCC Forum» ou bien sur le site de l'OCL...

4. En Europe essentiellement, pour ce qui concerne les anarchistes de cette région du monde.

La liberté d'expression est une liberté bourgeoise

ON ENTEND BEAUCOUP PARLER de liberté d'expression ces derniers temps. Que ce soit quand Dieudonné veut nous apitoyer sur son sort de pauvre antisémite martyrisé, ou plus récemment avec le massacre de *Charlie Hebdo*. Nous allons donc réfléchir un peu au sens de cette expression.

La politique, c'est le rapport de force

Les tenants de la liberté d'expression absolue ont l'impression que la politique c'est juste du débat d'idées. Un peu comme si on était tous assis autour d'une grande table, à discuter chacun notre tour, à temps équivalant et puis les idées les moins bonnes sont éliminées les unes après les autres pour qu'au final la meilleure gagne. Ça, c'est la politique à la télé, en mode débat présidentiel. Dans le vrai monde réel de la réalité véritable, la politique ce sont des rapports de force. La liberté d'expression, ce n'est pas « cinq minutes pour Hitler, cinq minutes pour les juifs », comme dirait l'autre. En fait, il ne s'agit pas de brimer la liberté d'expression de gens avec qui on a des désaccords. Il faut faire la différence entre un allié avec qui on a des désaccords et un ennemi. En face de nous, nous n'avons pas des « adversaires », mais des ennemis. Ce vocabulaire guerrier peut sembler choquant, ou violent, mais il est essentiellement vrai. Nous portons un projet de société, non pas différent, mais opposé à celui de nos ennemis et, en particulier, en tous points opposés à celui des fascistes. Les politicards de toutes chapelles veulent prendre le pouvoir, nous voulons le détruire. Empêcher un ennemi de parler n'est pas une atteinte à une liberté, mais bel et bien une expression du rapport de force. D'ailleurs, nous le faisons tous : que celui ou celle qui n'a jamais arraché une affiche FN me jette la première pierre ! Alors, quelle différence entre arracher une affiche d'extrême droite et empêcher, parfois physiquement, ou faire interdire, le meeting auquel appelait l'affiche ?

Une expression peut être une oppression

Nous, anarchistes, qui combattons toutes les oppressions, devrions avoir conscience qu'une expression peut être une oppression. Pourquoi arrache-t-on cette affiche d'extrême droite ? Parce qu'elle dit en substance : « Les Arabes dehors ! » Et c'est une

oppression. Le racisme, le sexisme, le capitalisme sont des oppressions qui passent aussi par les mots. Un mec qui met une main au cul à une femme sans son consentement, tout le monde condamne, mais le même mec qui harcèle la femme est moins condamnable ? Non, avec des mots, avec son attitude, il a participé à opprimer la femme en question. C'est donc quelque chose à combattre, pour les anarchistes.

La question ne devrait même pas se poser. Et ce n'est pas brimer la liberté de quelqu'un que de l'empêcher d'opprimer. Faut pas déconner, les mecs qui se plaignent qu'on ne les laisse pas être racistes, sexistes etc., cela devrait être pour nous la même chose qu'un patron se plaignant que l'existence du smic brime sa liberté de payer les travailleurs autant qu'il le souhaiterait.

On ne va quand même pas se battre pour la liberté d'un patron d'exploiter plus les travailleurs ! Pareil avec la liberté d'expression des sexistes, racistes etc. Se battre pour laisser la possibilité à nos ennemis de répandre leurs saloperies c'est se tirer une balle dans le pied.

On ne vit pas hors du monde

La liberté d'expression est déjà largement limitée en France aujourd'hui. Que ce soit la diffamation, la propagation de fausses nouvelles, l'injure publique, l'outrage, le devoir de réserve pour les fonctionnaires, le racisme, l'antisémitisme ou le négationnisme, de nombreuses choses sont déjà interdites et peu de gens s'élèvent contre. Donc, pas la peine de faire semblant d'être choqués quand quelque chose est interdit. De même, la liberté d'expression n'est pas du tout limitée uniquement par la loi. Il n'y a qu'à voir *Le Monde libertaire* hebdo qui a du être retiré des kiosques, faute de moyens. Et on n'entendait pas beaucoup ceux qui crient à la liberté d'expression bafouée avec les attentats de *Charlie Hebdo* quand ce même journal s'appêtait à mettre la clef sous la porte par manque d'argent quelque temps plus tôt. Ce qui est important, ce n'est pas la liberté d'expression comme concept flou, qui flotte dans le ciel des idées, mais plutôt la possibilité d'expression. J'ai la liberté formelle de manger du caviar à chaque repas, mais mon revenu à trois chiffres limite grandement ma possibilité réelle

de le faire. Il en va de même avec la liberté formelle d'expression. Ce qui nous amène au point principal, *the last but not least* :

Interlude philosophique

Rappelons que la liberté n'est pas un concept abstrait. C'est un processus social, une construction sociale. On n'est pas libre tout seul. Voilà pourquoi un certain Bakounine disait : « Je ne suis pas libre tant qu'un seul n'est pas libre » ; et : « La liberté des autres, bien loin de la limiter, étend la mienne à l'infini. » Pour les anarchistes, le concept de liberté n'est pas du tout pris dans le même sens que pour les libéraux. Pour nous, la liberté n'est pas juste chacun fait ce qu'il veut dans son coin tant qu'il ne fait pas chier les autres. La liberté c'est un processus sociale, jamais terminé ni fixe, qui permet à chacun et chacune de prendre pleinement le contrôle de sa vie. C'est, d'ailleurs pour nous, une notion largement équivalente à celle d'égalité.

En ce sens, les libertés individuelles n'existent pas. Une liberté ne peut pas être individuelle. Ce qui compte n'est pas la liberté abstraite, mais la possibilité concrète. Or on voit bien que la possibilité concrète d'expression, dans une société capitaliste et hiérarchisée, est absolument inégale. On ne peut pas publier sans argent, on ne passe pas à la télé si on n'est pas blanc, etc.

La liberté d'expression est une liberté bourgeoise et se battre, dans une société capitaliste, pour la liberté d'expression en tant que concept qui flotte dans le ciel des idées, c'est se battre pour la liberté d'expression des dominants. Nous pouvons nous exprimer, encore une fois grâce au rapport de force !

La France aujourd'hui n'est ni la Corée du Nord ni même la Russie. Nous avons plus ou moins la possibilité de nous exprimer sans trop de risques. Et bien c'est grâce au rapport de force ! Une fois de plus, comme toutes les avancées sociales. Mais encore une fois, cette possibilité n'est pas neutre, ne soyons pas relativistes, tout ne se vaut pas, une expression peut être une oppression et nous combattons toutes les oppressions !

Bali

Groupe Regard noir
de la Fédération anarchiste

« Le Labyrinthe du silence »

Auschwitz ? Connais pas !



Mato-Topé

POUR SON PREMIER LONG-MÉTRAGE, *Le Labyrinthe du silence*, Giulio Ricciarelli, un Allemand né à Milan, saisit l'histoire de son pays d'adoption à bras-le-corps à travers un moment particulièrement sensible de l'après-guerre: le procès de Francfort. De décembre 1963 à août 1965, ce procès a permis, pour la première fois en Allemagne, de faire juger des responsables du camp d'Auschwitz et surtout d'entendre longuement les victimes dans l'enceinte d'un tribunal allemand. Le procès d'Ulm en 1958, contre dix membres des Einsatzgruppe Tilsa appartenant à la SS ou au SD (littéralement le « service de la sécurité », Sicherheitsdienst était le service de renseignements de la SS), avait amorcé un mouvement que celui de Francfort va amplifier: la Shoah intègre la mémoire officielle de l'Allemagne.

La mise en scène est entièrement au service du propos et le sujet l'impose: il ne s'agit pas là de faire le beau et de jouer avec la caméra. Il convient au contraire d'aller chercher les spectateurs et de les tenir jusqu'à la fin. Au dernier Festival du film d'histoire de Pessac, *Le Labyrinthe du silence* a obtenu le Prix du Jury, le Prix du jury étudiant et le Prix du public: ce carton plein dit bien la réussite de cette entreprise courageuse, nécessaire car de salubrité publique... Depuis, le film continue sa moisson de

récompenses: partout où il est présenté, public comme jury sont conquis.

Nous sommes en 1958 dans l'Allemagne du miracle économique qui se reconstruit (à tous les sens du terme) après l'apocalypse provoquée par la folie nazie; la République fédérale fait face, de l'autre côté du rideau de fer, à une rivale qui lui dispute la légitimité d'héritière de l'histoire allemande. Un rescapé d'Auschwitz où ses deux petites filles et sa femme ont été assassinées, Simon Kirsch (Johannes Krisch) reconnaît un ancien tortionnaire du camp reconverti en professeur de collège; son ami, un journaliste du *Frankfurter Rundschau*, Thomas Gnielka (André Szymanski) tente de saisir la justice. Mais il ne rencontre qu'hostilité de la part du parquet. Un jeune juge en bois brut, Johann Radmann (Alexander Fehling) fait exception car il croit en sa mission de défenseur de la vérité. Le schéma narratif est fixé: le petit juge, à la fois ambitieux et naïf parviendra-t-il à traîner en justice les responsables du camp le plus représentatif de la machine d'extermination?

Cette formulation pourrait renvoyer à d'autres fictions qualifiées de « gauche » dans les années soixante-dix par les Cahiers du Cinéma avec leur morgue condescendante de socialistes scientifiques. Elle serait injustement réductrice: Radmann n'est pas

le juge d'instruction (Jean-Louis Trintignant) de Z de Costa-Gavras... Si Giulio Ricciarelli fait bien incarner cette démarche de reconquête mémorielle par un jeune et séduisant juge, il se garde bien de toute simplification manipulatrice. Il défend l'impérieuse nécessité pour l'Allemagne de faire face à son passé, mais il laisse la parole à d'autres points de vue. Le supérieur de Radman, Walter Friedberg (Robert Hunger-Bühler) est un ancien capitaine de corvette qui n'a jamais appartenu au parti et qui a fait un an de camp de prisonniers de guerre en France; il s'oppose à son impétueux subordonné et lui demande: «Est-ce vraiment utile que tous les jeunes Allemands se demandent si leur père est un meurtrier?» La suite du récit montrera que la réponse à cette question est tout sauf univoque.

Johann Radmann se saisit de l'affaire autant par opportunisme que par curiosité bien fondée. D'une part, il est vraiment las de traiter des questions de conduite sans permis ou de stationnement gênant et d'autre part, il ne sait rien d'Auschwitz. Qu'un jeune magistrat ne connaisse même pas, en 1958, le nom d'Auschwitz voilà un fait historique à la fois stupéfiant et scandaleux. D'autant que le juge n'est pas isolé: dans les couloirs du tribunal de Francfort, Thomas Gnielka, un acteur historique du procès, pose la question à plusieurs personnes et obtient toujours la même réponse: Auschwitz? Connais pas! À cela rien d'étonnant, car cette amnésie a été planifiée pour faciliter l'intégration des anciens nazis dans les appareils d'État: jusqu'à la fin des années 1950, «les manuels scolaires ne mentionnent la Seconde Guerre mondiale que sous l'angle de la politique internationale et passent sous silence la destruction des juifs d'Europe ou la résistance allemande» (Hélène Camarade, «Le passé national-socialiste dans la société ouest-allemande», *Vingtième Siècle*, n° 110, avril-juin 2011, page 87).

Au début de son enquête, Radmann est isolé et même en but à l'hostilité de sa hiérarchie et de ses collègues qui jugent sa démarche antinationale: à quoi bon rouvrir des plaies mal cicatrisées. Il ne peut pas compter non plus sur l'administration ou la police. En fait, toute la RFA est gangrenée par les nazis qui assurent le «bon» fonctionnement de l'État où ils poursuivent leur carrière. Le seul officier de police qui l'aide et lui fournit quelques informations sera mis à pied. Même l'officier américain en charge des archives du nazisme lui déconseille d'ouvrir les dossiers car la guerre froide a désigné les communistes comme ennemi principal; dans un deuxième temps, lorsqu'il commence à éprouver de la sympathie pour Radman, il essaie de le dissuader de poursuivre pour le préserver. En revanche, le jeune juge peut compter sur le soutien du procureur général Fritz Bauer (Gert Voss) qui lui fait confiance en raison justement de son innocence et lui confie la direction de l'enquête.

Pour des raisons d'efficacité narrative, Radman incarne une synthèse fictive des trois subordonnés du procureur général Fritz Bauer, figure historique, qui a porté véritablement le projet de procès contre les criminels nazis. Juriste éminent, membre du SPD depuis 1920 et considéré comme juif par les nazis, Fritz Bauer a été arrêté dès mai 1933 puis exclu de la fonction publique. Ayant réussi à s'enfuir au Danemark puis en Suède, il rejoint le Parti socialiste ouvrier d'Allemagne qui publie le périodique *Sozialistische Tribüne* (La Tribune socialiste). Rentré en 1949 après la création de la RFA, il réintègre la magistrature. Son combat obstiné pour rendre justice aux victimes du nazisme générera hostilité et haine de la part de ses collègues et de tous les partisans d'une amnésie générale (c'est la ligne générale mise en place par Adenauer): «Dès que je sors du palais de justice je me retrouve en territoire ennemi» dit-il dans le film comme il le disait effectivement à ses proches (Ilona Ziok a réalisé un documentaire en 2010, *Fritz Bauer – Tod auf Raten*, afin de lui rendre hommage tout en questionnant sa mort subite en 1968). En 1958, Fritz Bauer est donc à la fois un homme mûr et un politique aguerrri qui va servir de mentor à Johann Radmann qui en a bien besoin en raison de son inexpérience politique.

Johann Radmann va être entraîné dans le labyrinthe du silence (c'est le titre du film en allemand). Il mettra en péril sa relation amoureuse. Surtout, il y perdra son innocence en découvrant la réalité crue de la barbarie des nazis à travers la consultation des archives et les divers témoignages qu'il recueille et qui donnent chair à l'enquête. Refus du pathos: les témoins sont presque toujours hors-champ lorsqu'ils déposent et leurs propos sont couverts par de la musique; les spectateurs ressentent cependant parfaitement l'horreur à travers les réactions du juge et de sa greffière. Très vite, Radmann se fixe le but d'appréhender Josef Mengele, le monstre absolu, qui a assassiné les jumelles de Simon Kirsch alors que Fritz Bauer veut organiser le procès de tous les participants même les plus ordinaires, de «tous ceux qui ont participé et qui n'ont pas dit non». Fritz Bauer assigne une mission pédagogique fondamentale au procès: comme on ne pourra jamais traduire en justice tous les criminels (rien qu'à Auschwitz, il y eut 8 000 SS et 200 surveillantes SS), il convient de faire en sorte de faire un procès groupé qui évite le morcellement et la répétition des témoignages et surtout qui mette en évidence l'organisation méthodique et rationnelle de la solution finale. Au procès, les 22 accusés représenteront toutes les fonctions du camp: du Kapo au commandant du camp, mais également des médecins, des infirmiers, un chef de bloc ou de simples gardes. Comme le commandant du camp, Richard Baer est décédé en juin 1963, c'est son ordonnance, Karl L. Mulka, qui donnera

son nom à toute la procédure: «Strafsache gegen Mulka und andere» dans le jargon judiciaire allemand. Grâce au procès, Auschwitz est devenu, en Allemagne, la métaphore de tout le système concentrationnaire nazi.

Après avoir craqué, Radmann ira dire, à Auschwitz, le kaddish des endeuillés en mémoire des deux fillettes à la place de Simon, devenu son ami. Radmann est interprété par Alexander Fehling qui a été le jeune affecté dans le cadre de son service civil à Auschwitz dans l'excellent *Am Ende kommen Touristen* de Robert Thalheim (Et puis les touristes, 2007) qui posait avec acuité la question de la mémoire des camps au moment où les derniers survivants disparaissent. L'intertextualité convoque donc ce film pour relier avec force les générations celle des années soixante qui ne voulait pas savoir et celle de notre début de siècle qui ne sait plus vraiment ou ne veut plus savoir. En paix avec lui-même, Radmann se ressaisit et mènera sa mission à bien, car comme il le dit lui-même: «Weil die einzige Antwort auf Auschwitz ist, selber das richtige zu tun» («Car la seule réponse à Auschwitz, c'est de faire soi-même ce qui est juste»); c'est, en fait, une citation d'une rescapée des camps que Giulio Ricciarelli et sa scénariste Elisabeth Bartel mettent dans la bouche du jeune juge). D'autant qu'après la catastrophe de la Shoah la tentation a été de professer un relativisme absolu jusqu'au nihilisme. Alors qu'au contraire dans notre siècle qui débute sous la menace de tous les réenchantements mortifères, Auschwitz nous contraint à réaffirmer la primauté de l'homme et sa capacité à distinguer le juste de l'injuste. En paraphrasant André Bernard, nous pourrions même écrire: «Après Auschwitz, être anarchiste, oblige impérativement.»

Le film s'arrête à la porte de la salle d'audience le premier jour du procès. *Le Labyrinthe du silence*, un film d'aujourd'hui et pour aujourd'hui. **M.-T.**



Adios, Serge !

Notre camarade Serge Torrano nous a quittés il y a quelques jours. Retour sur une vie de lutte anarchiste et syndicaliste.

SERGE est né le 17 février 1950 à Sorède (Pyrénées-Orientales). Après l'obtention du certificat d'études primaires, il obtint un CAP de serrurier en 1967 et fut embauché comme ouvrier métallurgiste de 1967 à 1969 dans les entreprises Richier, à Elne, et Navarro, à Saint-Genis. (Pyrénées-Orientales). En 1969, il entra comme cheminot à la SNCF où il resta jusqu'à sa retraite. Il y travailla comme aiguilleur posté sur la région de Paris Sud-Ouest (gare d'Austerlitz).

Son parcours militant fut émaillé de rencontres qui ne furent pas sans influence comme celles des libertaires Daniel Guérin, Michel Ravelli, Ramón Finster et, plus tard, de Daniel Vitry, militant cheminot de Lutte ouvrière, même si ce dernier n'entama jamais les convictions anarchistes de Serge.

Son engagement dans le mouvement libertaire date de 1971 lorsqu'il rejoignit l'Organisation révolutionnaire anarchiste (ORA). Lors du congrès de 1976 à Orléans, où fut exclue la tendance qui allait donner naissance à l'UTCL, il resta à l'ORA renommée Organisation communiste libertaire (OCL). Dans ces deux organisations, il milita dans les groupes du XIII^e arrondissement de Paris. En 1977, il participa à l'Assemblée générale groupe autonome de la région parisienne (AGGAP).

Dans le XIII^e, il milita activement dans le cadre d'un «travail de quartier» et au journal *Le Canard du 13^e*. Dans les années 1970, il participa à de nombreuses occupations d'immeubles, toujours dans son arrondissement, contre la rénovation et les expulsions. À la même période, avec quelques autres comme Claude Beaugrand, il fut à l'origine de la création d'un journal libertaire à la SNCF : *Le Rail enchaîné* (8 numéros, 1973-1976).

Après une première expérience de grève ouvrière en 1968 dans les Pyrénées-Orientales, à Elne, dans l'entreprise Richier, il participa comme militant actif à toutes les grèves de 1969 à la SNCF, avec leur apogée, la grève de 1986. En opposition aux directions syndicales, il fut l'un des initiateurs de la Coordination des cheminots intercatégories qui fit trembler la France de toutes les institutions politiques et syndicales. Par la suite, il fut présent lors de toutes les grandes et petites grèves qui se succédèrent à la SNCF en 1995 et en 2003. Serge Torrano milita tout d'abord à la CGT jusqu'en 1972, d'où il fut exclu après la grève de juin 1971, la CGT n'acceptant aucune forme de contestation en son sein. Il adhéra alors à la CFDT qu'il quitta dans les années 1976 pour rejoindre un collectif radi-



cal et autonome de cheminots antisindicalistes. Il revint à la CFDT en 1979 et y resta jusqu'en juin 1995. Année où il créa le syndicat SUD-Rail de PRG (Paris-Rive gauche) avec deux camarades, Jean-Luc Vidano et Raymond Defrel. Il y milita jusqu'à son départ à la retraite.

Durant ces années, il fut à plusieurs reprises délégué du personnel et secrétaire du syndicat CFDT de Paris Sud-Ouest (Austerlitz) en 1989, puis secrétaire régional en juin 1996 du syndicat SUD-Rail PRG (Austerlitz-Montparnasse). Durant près de quinze ans, il participa régulièrement lors des conflits à la SNCF aux Chroniques syndicales sur Radio libertaire où il analysait avec d'autres compagnons les luttes en cours. À la retraite en 2005, il s'investit dans le mouvement de grève des étudiants contre le CPE (Contrat première embauche) et participa à l'occupation des

universités Tolbiac et Jussieu. En 2007, il soutint activement les grèves étudiantes contre la loi Pécresse.

Dans le même temps, il participa dès septembre 2006 au collectif Jeudi noir sur le logement et à ses actions contre les abus des loyers chers. Il fut aussi présent lors de l'occupation de l'immeuble rue de la Banque où fut créé le «ministère de la Crise du logement» par les activistes de Jeudi noir, du DAL et du collectif Macaq. Serge Torrano qui s'était installé au début des années 2010 à Agen où il participait aux activités de Solidaires et du groupe local d'AL, il est décédé le 30 mars 2015 à Agen des suites d'un infarctus. Salut à toi compagnon !

Hugues Lenoir

*Dictionnaire biographique
du mouvement libertaire francophone*

À tous! À tous! À tous!

Le Monde libertaire hors série numéro 69 est désormais sorti des presses et présent dans tous les bons kiosques de France et de Navarre.

Vous y trouverez notamment un dossier intitulé «Ni dieu!» traitant de l'histoire et de l'actualité de l'athéisme ainsi qu'un chouette porte-folio de l'artiste libertaire Laurent Melon.

À vos kiosques, vos boîtes aux lettres ou vos librairies ! Et bonne lecture !



MAREA GRANATE PARIS

AVEC LA COLLABORATION DU GROUPE SALVADOR-SEGÚ (FA)

DIMANCHE 19 AVRIL 2015

RENCONTRE-DÉBAT AUTOUR DU DOCUMENTAIRE

CIUTAT MORTA

réalisé par
Xavier Artigas et Xapo Ortega

Barcelone, nuit du 4 février 2006, dite « 4F ». Dans les environs d'un bâtiment squaté se déroule une intervention très violente des forces de police. Cette nuit fatidique donne lieu à des arrestations et des incarcérations arbitraires, accompagnées de manipulations policières ayant abouti, cinq ans plus tard, au suicide d'une des emprisonnées, la poétesse Patricia Heras. Avec la complicité des médias et des institutions, cette affaire d'impunité policière et d'injustice sociale restera sous silence jusqu'à la diffusion de ce film à la télévision catalane le 17 janvier 2015.

15 H 45 : ACCUEIL

16 HEURES : PROJECTION

18 H 20 : DÉBAT AVEC LE RÉAL XAVIER ARTIGAS

Menció Honorífica
Festival de Cine Documental
MiradasDoc 2013

Premi al millor documental
Festival de Cine de Màlaga
2014

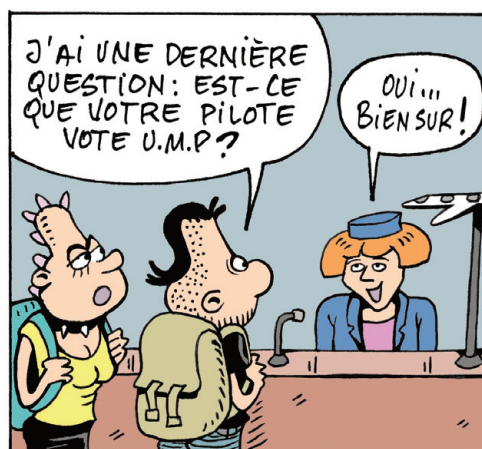
Secció Especial
Festival Internacional
DocsBarcelona 2014

Secció Oficial
Festival Internacional de
AtlanticDoc Uruguay 2013

À LA LIBRAIRIE DU MONDE LIBERTAIRE

145, RUE AMELOT, PARIS – MÉTRO RÉPUBLIQUE

PAVÉ D'ANAR AVEC SADIA ET MAZOGH KROKAGA



AGENDA

Vendredi 17 avril

Paris XI^e

19h30. Soirée vidéo et débat. Peut-on imaginer un bon patron? Un travail d'usine joyeux? Projection du film *Paroles de Bibs* de Jocelyne Lemaire-Darnaud (2001).

Samedi 18 avril

Paris XI^e

16h30. Rencontre et débat avec Patric Jean autour de son livre *Les hommes veulent-ils l'égalité?* (Editions Belin). Quelles pistes nous sembleraient utiles pour que les hommes puissent s'engager dans ce combat pour l'égalité? Comment pouvons nous envisager la participation des hommes aux luttes féministes? Débat public ouvert aux hommes et aux femmes à l'initiative de l'émission Femmes libres sur Radio libertaire et du groupe Pierre-Besnard de la FA.

Rouen (76)

14 heures — 21 heures. Journée du livre libertaire

15 heures. Débat avec Jean-Pierre Tertrais: décroissance et transition énergétique.

16h30. Débat avec Guillaume Davranche autour de son livre *Trop jeunes pour mourir (ouvriers et révolutionnaires face à la guerre)*.

18 heures. Débat avec Emmanuel Daniel autour de son livre *Le Tour de France des alternatives*.

19h30. Apéro Musical (musiques et chants du Kurdistan). Tables: Libertalia, Éditions du Monde libertaire, Éditions libertaires, Chant d'orties, CNT, Alternative libertaire, Ferme des Bouillons, Échelle inconnue, Troplaine. Halle aux toiles, place de la Haute-Vieille-Tour. Entrée libre.

Mercredi 22 avril

Limoges (87)

18 heures. Conférence de Christian Pataud, un anarchiste à la libération de Limoges. Témoin privilégié, il analyse le contexte de ces moments

historiques, afin de nous aider à nous débarrasser de nos idées toutes faites sur cette période trouble. Organisé par le Cira-Limousin (Centre international de recherches sur l'anarchisme), avec le soutien du groupe Armand-Beaure de la Fédération anarchiste. Salle de conférences de la BFM, 2, place Aimé-Césaire, Limoges. Entrée libre.

Jeudi 23 avril

Paris XI^e

18h30. Vernissage de l'exposition photo *Umbrella révolution*. Le 27 septembre 2014 des Hongkongais se mobilisent pour

soutenir des étudiants souhaitant obtenir «la démocratie du peuple de Hong Kong». La police emploie le gaz au poivre pour les disperser, mais ils utilisent les parapluies pour se défendre. Bernard Carré, par ailleurs animateur de l'émission Ça urge au bout de la scène sur Radio libertaire, était là avec son appareil photo. Il expose ses photos à la librairie du Monde libertaire du 23 avril au 22 mai. Librairie du Monde libertaire, 145, rue Amelot.

CONSTRUIRE L'AUTONOMIE
WWW.CONSTRUIRELAUTONOMIE.ORG

FÉDÉRATION ★ ANARCHISTE

DIMANCHE 26 AVRIL 2015

19 H 30 – LIBRAIRIE DU MONDE LIBERTAIRE (PUBLICO)

Le Rojava (Kurdistan), un territoire en révolution

MERCREDI 29 AVRIL 2015

19 H 30 – LIBRAIRIE DU MONDE LIBERTAIRE (PUBLICO)

Le Chiapas (Mexique) et l'autonomie zapatiste

MARDI 5 MAI 2015

20 HEURES – BOURSE DU TRAVAIL DE PARIS

Pour une abolition anarchiste du salariat

SAMEDI 9 MAI 2015

19 H 30 – LIBRAIRIE DU MONDE LIBERTAIRE (PUBLICO)

L'autonomie du prolétariat et de ses luttes

MARDI 12 MAI 2015

19 H 30 – CENTRE INTERNATIONAL DE CULTURE POPULAIRE

L'antifascisme anarchiste aujourd'hui

SAMEDI 16 MAI 2015

19 H 30 – LIBRAIRIE DU MONDE LIBERTAIRE (PUBLICO)

Le rôle du racisme et l'offensive xénophobe

DIMANCHE 17 MAI 2015

19 H 30 – LIBRAIRIE DU MONDE LIBERTAIRE (PUBLICO)

Luttes sociales féministes

MERCREDI 20 MAI 2015

19 H 30 – BIBLIOTHÈQUE LIBERTAIRE LA RUE

L'émancipation des femmes au Chiapas et au Rojava



3^e festival du documentaire d'auteur social et politique dans le 62



**BOBINES
REBELLES** 2015

**vendredi 17 et
samedi 18 avril**

23 Avenue Jean Jaurès à LIEVIN

>>>> Le LAG
le lieu autogéré

**Projections, débats, rencontres
avec les réalisateurs-trices...**

libre participation aux frais

<http://lelag.fr> - contact@lelag.fr